

RAPPORT ANNUEL
2002

Solidarité rurale du Québec



Le portrait de famille

Membres réguliers

Alliance des pêcheurs professionnels du Québec
Assemblée des évêques du Québec
Association des CLD du Québec
Association des CLSC et CHSLD du Québec
Association des régions du Québec
Centrale des syndicats du Québec
Confédération des syndicats nationaux
Coopérative fédérée de Québec
Fédération de l'Âge d'Or du Québec
Fédération des Cégeps
Fédération des commissions scolaires du Québec
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Fédération Québécoise des Municipalités
Les Cercles de Fermières du Québec
Mouvement des caisses Desjardins
Ordre des agronomes du Québec
Réseau des SADC du Québec
Réseau québécois de Villes et Villages en santé
Union des producteurs agricoles

Membres associés corporatifs :

Agrinove
Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec
Association des propriétaires d'autobus du Québec
Centre de santé Arthur-Caux
CLD de la Matawinie
CLD de la MRC d'Antoine-Labelle
CLD de la MRC de Coaticook
CLD de la MRC du Granit
CLD du Pontiac
CLSC Arthur-Buies
CLSC Le Norois
Coalition urgence rurale Bas-Saint-Laurent
Comité de la ruralité de la MRC d'Asbestos
Fédération des coopératives d'alimentation du Québec
Fédération des producteurs de bois du Québec
Fondation de la faune du Québec
Fonds de solidarité FTQ
Hydro-Québec
Mouvement national des Québécoises et Québécois
MRC Brome-Missisquoi
MRC Charlevoix-Est
MRC d'Abitibi
MRC d'Abitibi-Ouest
MRC d'Acton
MRC d'Antoine-Labelle
MRC d'Arthabaska
MRC d'Asbestos
MRC d'Avignon

MRC de Charlevoix
MRC de Charlevoix-Est
MRC de Coaticook
MRC de d'Autray
MRC de Drummond
MRC de Kamouraska
MRC de la Haute-Côte-Nord
MRC de la Haute-Yamaska
MRC de La Matapédia
MRC de La Nouvelle-Beauce
MRC de la Vallée-de-la-Gatineau
MRC de l'Amiante
MRC de l'Assomption
MRC de L'Érable
MRC de Lotbinière
MRC de Maria-Chapdeleine
MRC de Maskinongé
MRC de Matane
MRC de Mékinac
MRC de Memphrémagog
MRC de Minganie
MRC de Pontiac
MRC de Portneuf
MRC de Rouville
MRC des Chenaux
MRC des Collines-de-l'Outaouais
MRC des Pays-d'en-Haut
MRC Domaine-du-Roy
MRC du Bas-Richelieu
MRC du Fjord-du-Saguenay
MRC du Granit
MRC du Rocher-Percé
MRC du Val-Saint-François

MRC Lac-Saint-Jean-Est
MRC les Maskoutains
MRC Montcalm
MRC Nicolet-Yamaska
MRC Robert-Cliche
Municipalité de Sainte-Anne-de-Portneuf
Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Beauce
Municipalité de Sainte-Émélie-de-l'Énergie
Municipalité de Sainte-Monique
Municipalité de Saint-Jean-de-Matha
Municipalité de Saint-Louis
Municipalité de Saint-Prime
Municipalité de Saint-Raphaël
Municipalité de Saint-Urbain-Premier
Municipalité de Saint-Antoine de l'Isle-aux-Grues
Municipalité des Bergeronnes
Municipalité d'Yamachiche
Quebec Farmers' Association
Ralliement gaspésien et madelinot
Regroupement des sociétés d'aménagement forestier du Québec
Regroupement québécois des intervenants en action communautaire (RQIIAC)
Solidarité rurale Abitibi-Témiscamingue
Solidarité rurale Mauricie
Table de concertation agroalimentaire des Laurentides
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Ville d'Acton Vale
Ville de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix

Amis de Solidarité rurale du Québec

MRC de Témiscamingue
MRC de l'Île d'Orléans
Louise Beaudoin, ministre d'État aux Relations internationales
Solange Charest, député
André Chenail, député
Claude Lachance, député
Guy Lelièvre, député
Matthias Rioux, député
Michel Morin, député
Pauline Marois, vice-première ministre

Ainsi que

38 membres associés individuels

La table des matières

Le portrait de famille	2
La table des matières	4
Le mot du président	5
Le mot du secrétaire général	6
La <i>Tournée des MRC</i>	9
Le secrétariat en général	8
Les finances	12
La direction de la recherche	13
La direction des affaires publiques	19
Les annexes	36

Le mot du président

Si l'année 2001 fut celle du lancement de la Politique nationale de la ruralité, l'année 2002 est celle de sa mise en œuvre. Avec l'enthousiasme qui caractérise notre coalition, nous nous sommes résolument engagés au côté du ministère des Régions et de ses partenaires pour épauler les élus municipaux et les leaders locaux. Les premiers mois de l'année ont été marqués par le passage en accéléré de plusieurs ministres à la barre du ministère des Régions. Une fois le navire stabilisé par un capitaine d'expérience, nous avons relevé le défi d'organiser, en collaboration avec les membres du comité des partenaires de la ruralité¹, les fameuses *Journées nationales de la ruralité* sous le thème **Maîtres d'œuvre de nos villages** (voir texte page 30). En acceptant, dès le printemps, de nombreuses invitations à rencontrer les élus ou les citoyens de l'une ou l'autre des communautés rurales pour leur expliquer ladite politique, plus que jamais nous avons joué notre rôle d'instance-conseil. Pour l'essentiel, nous avons recommandé aux communautés de se saisir à bras-le-corps de cette occasion de maîtriser elles-mêmes leur développement. Plus que jamais nous avons mesuré l'importance d'être sur le terrain pour influencer vraiment le cours des événements.

C'est donc conscients de nos responsabilités de leader et de rassembleur que, dès la fin juin, nous propositions aux membres du comité des Partenaires de faire une vaste tournée du Québec pour aller à la rencontre des élus comme des membres de la société civile, tous actifs dans la mise en œuvre de cette *Politique nationale de la ruralité* (voir texte 9). Encore une fois, nous avons accepté le mandat de l'organisation et de la logistique d'une telle escapade à travers les régions du Québec. Notre croisade nous aura permis d'informer, d'informer et d'informer encore. Car, comme je l'ai répété à satiété, la politique ne saurait être résumée aux seules sommes qui l'accompagnent. Jusqu'à notre grand tour, trop d'élus ignoraient les dispositions concernant la modulation des programmes de l'État ou l'existence d'une clause territoriale aussi forte et importante que la clause Montréal ou Capitale nationale.

Nous avons terminé notre tournée en nous précipitant au *Rendez-vous national des régions*. Un événement durant lequel nous avons eu l'occasion d'exprimer nos inquiétudes et nos réserves. De tous les organismes nationaux liés au développement rural et régional, Solidarité rurale du Québec fut l'un des rares à critiquer ce Rendez-vous. Le plus grand tort de cet exercice aura certes été celui de mettre en veilleuse la *Politique nationale de la ruralité*. Encore une fois le gouvernement, pour agir de la main gauche, a ignoré ce que faisait déjà sa main droite.

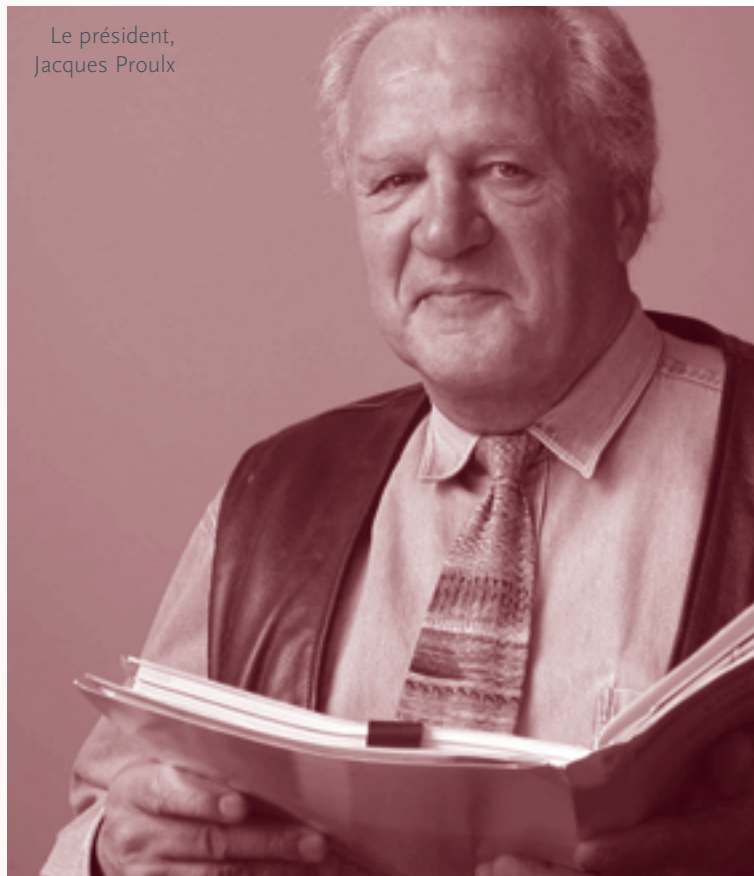
¹ Les membres du comité des Partenaires de la ruralité sont : l'Association des centres locaux de développement du Québec, l'Association des régions du Québec, la Fédération Québécoise des Municipalités, le ministère des Régions du Québec et Solidarité rurale du Québec.

Mais l'exercice aura aussi eu un effet bénéfique pour notre coalition car il nous a poussés à travailler sur la décentralisation. On se souviendra que, dans notre *Avis pour une politique gouvernementale de développement rural*, nous avons identifié la MRC comme lieu de décentralisation. Aujourd'hui, et dans la foulée des idées qui circulent sur la question, nous sentons la nécessité de conduire une recherche majeure dont les premiers résultats devraient être discutés lors du rendez-vous de l'assemblée générale annuelle.

Ainsi, à la fin de 2003, on pourra dire que la pensée de Solidarité rurale du Québec s'articule autour de trois travaux majeurs : notre avis pour ses idées politiques, notre recherche sur la nouvelle économie rurale pour le modèle qu'elle propose et finalement notre étude sur la décentralisation pour la voie qu'elle ouvrira.

Mais, quels que soient nos travaux, nos événements, nos outils de communication, notre coalition se caractérise par sa passion, toujours renouvelée pour le monde rural, par la rigueur de ses propositions aux différentes autorités publiques et par le dynamisme de son secrétariat. De réunion du comité exécutif en réunion du conseil d'administration, les membres n'ont qu'une volonté : servir les ruraux afin qu'ils puissent voir leur mode de vie s'épanouir.

Le président,
Jacques Proulx



Le mot du secrétaire général

Deux mille deux, année de la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*. Il y a beaucoup à dire sur le sujet et vous retrouverez dans le rapport d'activité notre implication dans ce dossier. Je me limiterai à signaler l'importance de ce geste gouvernemental pour le développement des communautés rurales car il constitue un virage majeur de l'État. Nous l'avons répété à de multiples occasions, particulièrement lors de la Tournée des MRC, mais je considère utile de reprendre ici les engagements du gouvernement envers les communautés rurales:

accorder aux populations rurales des services publics de qualité; adapter et moduler ses programmes et mesures pour tenir compte des spécificités des milieux ruraux et plus particulièrement de ceux faiblement peuplés et dispersés sur un large territoire; soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement de l'ensemble des communautés rurales et dans le cadre de la Politique nationale de la ruralité, leur allouer des ressources techniques et financières, prioritairement à celles qui vivent des difficultés; adopter des stratégies de mise en valeur des ressources naturelles qui profiteront aux communautés rurales; poursuivre et accentuer ses interventions en vue de soutenir les initiatives de diversification des économies locales et régionales; agir en partenariat avec les leaders des communautés locales et régionales, notamment leurs représentants élus; proposer, lorsque cela est souhaitable, des outils et des moyens décentralisés, rendant plus autonomes les collectivités rurales dans leur développement.

Ces engagements dépassent largement les seuls deniers publics mis à la disposition des MRC dans le cadre des *Pactes ruraux* et ont également constitué la toile de fond du *Rendez-vous national des régions*.

Nous avons publié cette année un document de réflexion portant sur la Nouvelle économie rurale. En passant en revue les secteurs économiques fondateurs du monde rural, soit l'agroalimentaire, la foresterie et les pêches, nous mettons en évidence que cette économie traditionnelle s'est ajustée au contexte de la mondialisation, qu'elle s'est

modernisée, qu'elle est plus efficace, plus rentable mais toujours à la merci des fluctuations mondiales. Le défi que nous soulevons est autre. Nous interpellons les gouvernements pour qu'ils adoptent une véritable stratégie de développement des régions ressources en investissant en région dans le savoir et la recherche.

Pour changer, il faut faire différemment.

Si l'homme a montré une grande aptitude à perfectionner ses méthodes d'exploitation des ressources, force est de constater que cela s'est traduit par une augmentation de la pression sur ces mêmes ressources. La pêche en est un bel exemple de cette surenchère : les bateaux ont grossi jusqu'à devenir des usines flottantes et les agrès devenus tellement performants qu'il a fallu décréter un moratoire. La mer abonde pourtant en ressources de toutes sortes et en tirer partie demande, non pas d'abord de l'efficacité mais avant tout de la recherche et du développement. Il en va de même pour le couvert forestier exploité essentiellement par et pour une filière et reboisé uniquement pour servir les intérêts de cette même filière, alors qu'on y retrouve des potentiels extrêmement variés, qui vont bien au-delà de la seule matière ligneuse. Encore là, il faudra regarder sous nos pieds et passer de l'usine au laboratoire. De l'inventaire des biomasses marine et végétale en passant par la recherche fondamentale et appliquée, en gardant à l'esprit la nécessité de conserver ces écosystèmes tout en les mettant en valeur et à profit pour la communauté

humaine, voilà tout un programme. Il demeure que c'est à cela que tient l'avenir des régions ressources et des ressources dans un pays faisant partie du G8.

Solidarité rurale du Québec, c'est un lieu de concertation et de revendications, mais avant tout c'est un lieu de réflexion. Nous avons jugé utile de réunir dans une publication la mémoire écrite des réflexions qui ont permis les prises de décision et gouverner les actions de la coalition. Conservée jalousement dans nos archives et proposée à la carte aux chercheurs, cette masse de documents méritait, selon nous, d'être rassemblée pour s'inscrire dans la mémoire collective du Québec. Ces écrits ont contribué



à forger la pensée actuelle en matière de ruralité et de développement. Ils ont servi à mettre à l'agenda public les problématiques vécues par les populations rurales et forcé les gouvernements à prendre en compte cette réalité dans leurs politiques et leurs actions. Solidarité rurale du Québec a posé et proposé, à maintes occasions, un regard neuf sur des communautés, une culture, un espace et des ressources qui ont été, soit pris en compte, soit laissés pour compte. Ce recueil de mémoires intitulé *Dix ans de mémoires* sera publié en mai 2003.

À titre de secrétaire général, il me revient de souligner le travail de l'équipe du secrétariat. Le rapport d'activité en fera largement état mais j'attire votre attention sur quelques faits saillants qui ont émaillé l'année 2002. Nous avons tenu, en février, nos assises annuelles et organisé les *Journées nationales de la ruralité* qui ont marqué la mi-mars, en avril, préparé la conférence nationale de mai et en août publié un premier inventaire des produits du terroir québécois, lancé dans le cadre des *Journées de la Culture*. Septembre et octobre ont été occupés par une tournée de l'ensemble des MRC du Québec où plus de dix mille élus(es) locaux et représentants de la société civile furent conviés. **L'itinéraire de cette tournée figure en page 13.** Pour une équipe qui comptait, durant cette période, huit permanents, je crois que c'est un exploit.

La composition de l'équipe s'est modifiée cette année. Madame Marie-Joëlle Brassard et monsieur Robert Fournier ont choisi, sinon d'autres défis, du moins des milieux de travail différents. Nous avons recruté madame Nancy Gélinas comme agente d'information, madame Josée Blanchette comme chargée de projet terroir et monsieur Luc Martinet comme agent de recherche.

De quoi demain sera-t-il fait ? Toujours sur notre lancée, nous tiendrons en février la seconde édition de la *Foire des Villages* et en mai les assises annuelles et la douzième conférence nationale de Solidarité rurale du Québec. Dans la foulée de celle de 2002, l'économie sera à l'ordre du jour sous le thème *La microéconomie et le développement local*.

Sans être devin, nous prévoyons être conviés, en 2003, à discuter des questions laissées en suspend lors du *Rendez-vous national des régions*, c'est à dire la décentralisation et la régionalisation, la création des Fonds régionaux de développement et la « régionalisation » des retombées économiques liées à l'exploitation des ressources naturelles. Se tiendront également les États généraux sur la réforme des institutions démocratiques. Aussi bien la mise en œuvre des *Pactes ruraux* que le suivi des

engagements gouvernementaux contenus dans la *Politique nationale de la ruralité* nous fourniront matière à réjouissance ou à préoccupation. Le Groupe de travail sur le maintien des écoles de village déposera son rapport. Le transport public des personnes en milieu rural devra voir le jour. Finalement, il y aura des élections générales au Québec et sur la base des programmes des différents partis, une seconde révolution tranquille se prépare. Le monde rural aura besoin de ses porte-parole. Nous jouerons notre rôle.

Le secrétaire général,
Pierre Desjardins

Le secrétariat en général

Solidarité rurale du Québec est dirigée par un conseil d'administration qui répond de ses décisions à l'assemblée générale des membres. Le conseil est formé des membres réguliers, auxquels s'ajoutent quatre représentants des membres associés et trois représentants des groupes militants. La gestion courante de l'organisme est assurée par un comité exécutif de sept membres choisis et nommés par le conseil d'administration et dont le mandat est d'une durée de deux ans. Le conseil d'administration et le comité exécutif sont dirigés par un président ou une présidente et un vice-président ou une vice-présidente élus tous deux par l'assemblée générale. Les mandats à la présidence et à la vice-présidence sont également de deux ans. Une première dans l'histoire de Solidarité rurale du Québec, un vice-président aux finances a été élu.

L'assemblée générale annuelle, tenue le **23 février 2002** à l'Île-d'Orléans, a réuni les membres et fut précédée d'une formation pour tous les agents de développement rural du Québec sous le thème de la *Politique nationale de la ruralité*.

Le conseil d'administration s'est réuni le **28 mai** et le **2 octobre 2002** à Pointe-du-Lac. Les membres du comité exécutif ont tenu des réunions le **23 février** à l'Île-d'Orléans et les **27 mai**, **1^{er} octobre** et **27 novembre 2002** à Nicolet.

Rappelons que le comité exécutif est composé des personnes suivantes :

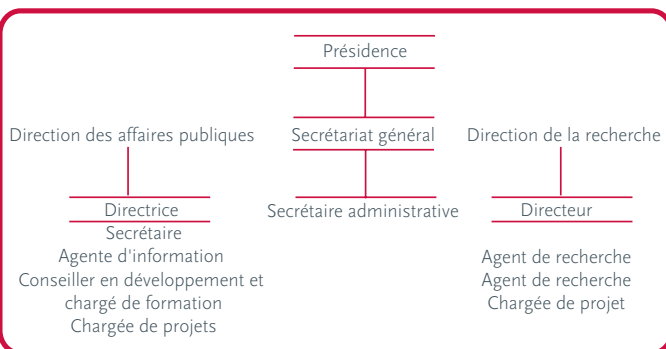
Michel Belzil, Fédération Québécoise des Municipalités
Jean-Yves De la Durantaye, Coalition urgence rurale
Bas-Saint-Laurent
Jean-Pierre Fournier, vice-président aux finances,
Association des CLSC et CHSLD du Québec
Claude Marchesseault, Mouvement des caisses Desjardins du
Québec
Émilien Nadeau, Association des régions du Québec
Laurent Pellerin, Union des producteurs agricoles
Jacques Proulx, président, représentant des membres associés
individuels
Hélène Simard, représentante du ministère des Régions du
Québec, remplacée par Richard Bellemare

En 2002, l'équipe de Solidarité rurale du Québec était composée de dix personnes :

Pierre Desjardins, secrétaire général et directeur de la recherche;
Marie Anne Rainville, directrice des affaires publiques et adjointe à la présidence;
Nancy Gélinas, agente d'information;
Charles de Blois Martin, agent de recherche;
Lorraine Côté-Ouellet, secrétaire administrative et chargée du répertoire descriptif Les pages vertes;
Isabelle Martin, secrétaire;
Louise St-Cyr, chargée de projets;
Éric Martel, conseiller en développement rural et chargé de formation;
Luc Martinet, agent de recherche depuis novembre 2002;
Josée Blanchette, chargée de projet terroir depuis octobre 2002.



De gauche à droite
Josée Blanchette, Pierre Desjardins, Jacques Proulx, Lorraine Côté-Ouellet,
Nancy Gélinas, Éric Martel, Isabelle Martin, Charles de Blois Martin,
Louise St-Cyr, Marie Anne Rainville, Luc Martinet.



La Tournée des MRC : un dossier exceptionnel

Pour atteindre les objectifs qu'ils s'étaient donnés par l'adoption de la *Politique nationale de la ruralité*, le ministère des Régions convenait, avec ses partenaires, de la nécessité de mobiliser l'ensemble des élus municipaux afin qu'ils s'impliquent efficacement dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan de travail prévu aux pactes ruraux. Le Comité des partenaires de la ruralité, formé du ministère des Régions du Québec, de l'Association des CLD du Québec, de l'Association des régions du Québec, de la Fédération Québécoise des Municipalités et de Solidarité rurale du Québec, convenait également du rôle primordial joué par les représentants de la société civile dans chacune des régions. Ainsi prenait forme ce vaste tour du Québec nommé la *Tournée des MRC*.

Ici, un *extrait du Québec rural* paru à la fin de l'automne 2002 sous la signature de Pierre Desjardins, résume bien, tant l'atmosphère que le sens de cette tournée exceptionnelle : « Trente-sept rencontres réunissant tantôt des élus, tantôt des représentants de ce que l'on appelle la société civile. Nous avons couvert l'ensemble du territoire allant des Iles-de-la-Madeleine au Témiscamisque et de la Côte-Nord à l'Estrie. Nous voulions sentir le pouls des communautés rurales face à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*. Il bat vite dans certaines régions alors qu'il est plutôt lent dans d'autres. Nous avons prêché pour une politique à géométrie variable; la mise en œuvre l'est également. Nous avons eu l'occasion d'expliquer les fondements de cette politique et les engagements du gouvernement. Certains nous ont dit que 90 millions ce n'était pas beaucoup mais que c'était un début; que l'adaptation des programmes gouvernementaux constitue un élément clef de cette politique; que la politique permettrait de mobiliser les communautés. Plusieurs ont abordé la question de la gestion de la zone verte, du droit de produire des agriculteurs, de la gestion des forêts, des services de proximité, de l'importance de l'école primaire au village, de l'implication nécessaire des élus municipaux dans la réussite de la politique, du partage de la richesse entre les villes et les villages, de la 2^e et 3^e transformation, de l'absence d'une vision rurale dans le développement du Québec, de l'exode des jeunes et des immigrants qui demeurent en ville.

Au moment où nous avons fait la tournée, il ne restait qu'une dizaine de pactes ruraux à signer dans l'ensemble du Québec. Au moins 50% des MRC avaient déposé leur programme de travail. Encore-là, ceux-ci sont à l'image de chacune des MRC. Certaines prévoient des démarches de consultation approfondie tandis que d'autres en sont aux projets déjà identifiés. Certaines

municipalités régionales de comté font des exercices de planification stratégique de façon régulière et ont décidé d'allouer les budgets du pacte rural aux projets qui sont sur la table. Nous retenons la présence d'un grand enthousiasme de la part des élus face à cette politique ouverte et non normée. Les représentants de la société civile se sont dits, dans une très large mesure, impliqués dans le processus des pactes ruraux et des plans de travail.

Finalement, en ce qui nous concerne, nous avons apprécié ce contact direct avec les leaders du Québec rural. »

Tableau de la Tournée des MRC du Québec

Tournée des MRC

16 septembre au 7 novembre 2002

91 MRC

1 095 municipalités

9 010 élus et directeurs de municipalités invités

917 invitations pour la société civile

Total des invitations : 9 927

16-17 septembre 2002

Rencontre avec les élus

879 personnes invitées

Dîner avec la société civile

63 personnes invitées

7 MRC

108 municipalités

Endroit : Auberge Motel Benedict Arnold

Ville de Saint-Georges

MRC Beauce-Sartigan

MRC Robert-Cliche

MRC Les Etchemins

MRC La Nouvelle-

Beauce

MRC L'Amiante

MRC Bellechasse

MRC Lotbinière

17-18 septembre 2002

Rencontre avec les élus

630 personnes invitées

Dîner avec la société civile

54 personnes invitées

5 MRC

79 municipalités

Endroit : Club de golf, Saint-Pacôme

MRC Montmagny

MRC L'Islet

MRC Kamouraska

MRC Témiscouata

MRC Rivière-du-Loup

18-19 septembre 2002

Rencontre avec les élus

456 personnes invitées

Déjeuner avec la société civile

44 personnes invitées

4 MRC

56 municipalités

Endroit : Hôtel Gouverneur, Rimouski

MRC Les Basques

MRC Rimouski-Neigette

MRC La Mitis

MRC La Matapédia

19-20 septembre 2002

Rencontre avec les élus

234 personnes invitées

Dîner avec la société civile

66 personnes invitées

6 MRC

29 municipalités

Endroit : Riôtel Château Blanc, Bonaventure

MRC Avignon

MRC Bonaventure

MRC Rocher-Percé

MRC La Côte-de-Gaspé

MRC La Haute-Gaspésie

MRC Matane

20 septembre 2002

Rencontre avec les élus

195 personnes invitées

3 MRC

24 municipalités

Endroit : Riôtel Monaco des Monts

Sainte-Anne-des-Monts

MRC La Côte-de-Gaspé

MRC La Haute-

Gaspésie

MRC Matane

Lundi 23-24 septembre 2002

Rencontre avec les élus

10 personnes invitées

Dîner avec la société civile

13 personnes invitées

1 Municipalité

Endroit : Restaurant La Patio,

Cap-aux-Meules

Mun. Îles-de-la-Madeleine

Mardi 15-16 octobre 2002

Rencontre avec les élus

727 personnes invitées

Dîner avec la société civile

52 personnes invitées

6 MRC

91 municipalités

Endroit : Centre récréotouristique Mont-Joye

Canton d'Hatley

MRC Asbestos

MRC Le Granit

MRC Val-Saint-François

MRC Haut-Saint-

François

MRC Coaticook

MRC Memphrémagog

Mercredi 16-17 octobre 2002

Rencontre avec les élus

678 personnes invitées

Dîner avec la société civile

45 personnes invitées

5 MRC

84 municipalités

Endroit : L'Érablière La pente douce

Notre-Dame-du-Bon-Conseil

MRC L'Érable

MRC Arthabaska

MRC Drummond

MRC Bécancour

MRC Nicolet-Yamaska

Jeudi 17-18 octobre 2002

Rencontre avec les élus

474 personnes invitées

Dîner avec la société civile

44 personnes invitées

5 MRC

56 municipalités

Endroit : Château Joliette, Joliette

MRC D'Autray

MRC Joliette

MRC Montcalm

MRC Matawinie

MRC L'Assomption

Lundi 21-22 octobre 2002

Dîner avec les élus et la société civile

Déjeuner avec les élus et la société civile

379 personnes invitées

6 MRC

36 municipalités

Endroit : Hôtel Gouverneur, Sept-Îles

Endroit : Hôtel Le Manoir, Baie-Comeau

MRC Manicouagan

MRC Sept-Rivières

MRC Caniapiscau

MRC Minganie

MRC Basse-Côte-Nord

MRC La Haute-Côte-Nord

Nord-du-Québec

Mardi 22-23 octobre 2002

Rencontre avec les élus

406 personnes invitées

Déjeuner avec la société civile

57 personnes invitées

4 MRC

50 municipalités

Endroit : Hôtel Motel Universel, Alma

MRC Lac-Saint-Jean-Est

MRC Fjord-du-

Saguenay

MRC Le Domaine-du-

Roy

MRC Maria-

Chapelaine

Nord-du-Québec

Les finances

Par Jean-Pierre Fournier,
vice-président

Un amendement aux statuts et règlements de Solidarité rurale du Québec a permis l'élection à la vice-présidence de monsieur Jean-Pierre Fournier qui agit depuis comme président du comité de vérification.

Le poste de directeur des finances a été aboli avec le départ de monsieur Jocelyn Vigneux, au printemps 2002. La vérification interne est maintenant assurée par monsieur Éric Verville, comptable agréé, qui s'est engagé par contrat à fournir autour d'une journée par mois aux fins de contrôle.

Dans le cadre de son travail, monsieur Éric Verville a aidé à la préparation du budget annuel et des états financiers couvrant l'année 2002 en plus de proposer de nouvelles écritures comptables afin que la gestion de l'organisme s'opère désormais par projet.

Quant au travail quotidien de comptabilité, du service de la paie, de la préparation des rapports financiers réguliers exigés par nos principaux bailleurs de fonds comme du renouvellement des cotisations annuelles des membres, il est confié à la secrétaire administrative, madame Lorraine Côté.

Le Comité de vérification

La composition du comité de vérification a été modifiée avec l'élection des membres du Conseil d'administration et le départ de monsieur Jean-Pierre Adam, de l'Association des régions du Québec, et celui de Lionel Arsenault, de Solidarité rurale Mauricie.

Il y a eu réunion de ce comité en février 2002, pour approbation des états financiers vérifiés en 2001 avant la présentation aux membres en assemblée générale.

La direction de la recherche

Nouvelle économie rurale

Dans l'*Avis pour une politique gouvernementale de développement rural* déposé au gouvernement québécois en 1999, Solidarité rurale du Québec concluait sa composition sur deux notes : d'une part, il faut diversifier l'économie rurale en créant des filières de production et des formules de maillage industriel en coparticipation et, d'autre part, s'engager dans une économie de niche qui saurait tirer profit des spécificités géophysiques et culturelles, tout en étant fortement ancrée au territoire.

Les choses ne devaient pas s'arrêter là. Dès le début de l'année 2001, des travaux de recherche se sont mis en branle afin de nommer les occasions économiques qui émergent en milieu rural, particulièrement en ce qui a trait aux nouvelles utilisations des ressources naturelles. L'ultime objectif de cette réflexion était d'introduire une autre façon d'orienter l'économie rurale en identifiant les paradigmes, récents comme anciens, sur lesquels l'imagination bute pour ouvrir la voie à la mixité des activités économiques et au développement de produits transformés à très haute valeur ajoutée. Après un an de travail, la direction de la recherche dévoilait en mai 2002, à Carleton, l'étude *La nouvelle économie rurale. Voir et exploiter les ressources autrement*.



En plus d'offrir un nouveau cadre de réflexion sur l'économie rurale, cette recherche donne un portrait des activités économiques actuelles et dresse un

inventaire critique des fondements et des objectifs de l'ensemble des politiques ayant eu un impact sur les milieux ruraux québécois. Elle explore également certains modèles étrangers de développement économique régional. De ces derniers, il s'agissait de comprendre et de décortiquer le fonctionnement des districts industriels italiens et des systèmes productifs locaux en France et de reproduire certains éléments de leur matrice, selon ce qui convient au Québec.

Le mérite de *La nouvelle économie rurale* est d'abord d'avoir identifié des filières et des activités productives en émergence ou sous-utilisées des secteurs des pêches, de la forêt, de l'agroalimentaire et du tourisme. On peut penser notamment à la filière de la fromagerie fine, à la filière fruitière des vins et des alcools ou encore à la filière pharmacologique médicinale constituée à partir du couvert forestier ou de la biomasse marine.

Les ressources naturelles recèlent donc des potentiels latents. Du moins, c'est ce que certaines initiatives ont mis en lumière. Dans cette nouvelle génération d'entreprises, les résidus d'une production traditionnelle servent souvent de matière première à une autre. Voilà un trait marquant de cette nouvelle économie rurale qui s'apparente à une sorte d'écologie industrielle soucieuse de la pérennité des ressources, de la qualité des produits, de leur origine de même qu'à leur traçabilité. La table étant mise, Solidarité rurale du Québec déposera un avis sur cette question auprès des ministres qui formeront le conseil des ministres du nouveau gouvernement élu en 2003, afin de leur permettre de bien passer à l'action dans le sens des aspirations réelles du monde rural.

Baisse des clientèles scolaires

Les enfants sont de moins en moins nombreux à franchir les portes des écoles. En vérité, la clientèle scolaire est en baisse presque partout au Québec. En mai 2002, on apprenait que 400 écoles primaires et secondaires en région pourraient être fermées sans que le gouvernement y puisse quoi que ce soit. Solidarité rurale du Québec s'est prononcée à maintes reprises sur la question des petites écoles. Elle en a fait son cheval de bataille à quelques occasions. Les solutions à ce problème dépassent largement celles qui réfèrent au secteur de l'éducation, car il s'agit bien de l'enjeu de l'occupation du territoire dont il est ici question. Même en pleine tournée de consultation des MRC², un détour à Québec s'imposait pour Solidarité rurale du Québec afin de participer aux travaux de la commission de l'Éducation sur les *Fluctuations des clientèles scolaires*. Les arguments ne sont pas nouveaux, dira-t-on, mais pouvait-on manquer une chance de les défendre à nouveau ?

Dans un mémoire intitulé *Jamais sans mon école*, la coalition a insisté sur le fait que l'école au village est un service de très grande proximité, un lieu d'enracinement et d'animation des communautés, un lieu privilégié pour l'intégration des enfants et des parents à la vie collective. Comme l'école est un outil de développement, sa fermeture peut précipiter le déclin d'un village, la désorganisation des autres services et la perte d'activités économiques. Ainsi, on constate que les arguments de nature administrative et financière souvent invoqués pour fermer une école ne tiennent pas toujours la route. Rien ne prouve que les écoles rurales seraient invariablement responsables des difficultés financières que vivent certaines commissions scolaires. En cette matière, on pourrait envisager de créer une instance

² Voir le tableau de la Tournée des MRC page 10

spécifiquement accréditée pour mener de façon indépendante des études sur les effets d'entraînement et sur les coûts économiques, sociaux, psychologiques et culturels que peut engendrer la fermeture d'une école primaire en milieu rural. Revoir les règles de financement de l'ensemble des établissements du secteur éducatif en région en fonction de leur éloignement et des contraintes géographiques et démographiques constitue également une priorité. Parmi les autres recommandations, Solidarité rurale du Québec proposait d'une part de définir une politique de maintien des petites écoles en milieu rural accompagnée d'un financement approprié pour les commissions scolaires visées et d'un appui logistique et professionnel. D'autre part, il était également proposé de soutenir les communautés lorsqu'elles innovent en ayant recours à des formules non traditionnelles dans le maintien d'une école primaire et de permettre aux petites écoles d'introduire le modèle des classes multiprogrammes. Enfin, pour ce qui est des services éducatifs au niveau collégial et universitaire, il ne peut y avoir d'avenir pour les filières de production en émergence dans le secteur des ressources naturelles sans la formation, la recherche et les hauts savoirs.

Politique de consultation sur les forêts

Le 9 novembre 2001, monsieur Jacques Brassard, alors ministre des Ressources naturelles, annonçait la tenue d'une consultation nationale sur un projet de *Politique de consultation sur les orientations du Québec en matière de gestion et de mise en valeur du milieu forestier*. S'il faut applaudir l'initiative du ministère des Ressources naturelles d'élargir les consultations publiques en ce qui touche les différentes étapes de la gestion des forêts, Solidarité rurale du Québec s'est tout de même permise d'émettre quelques commentaires au sujet de ce projet de politique. Le document intitulé, *Des forêts pour tous*, suggère ainsi de situer le rôle de cette politique en regard de la gestion globale des forêts québécoises, d'élargir les thèmes de discussion à des sujets ayant dans le passé fait l'objet de discussion soutenue (gestion partenariale, gestion intégrée, forêt habitée), d'instaurer des mécanismes de suivi pour s'assurer que l'intérêt du public sera réellement pris en compte lors de la détermination des politiques forestières, d'élargir les consultations à l'ensemble des personnes interpellées de près comme de loin par la gestion forestière, de créer une structure indépendante du MRN responsable des consultations publiques et dotée d'une expertise solide (en s'inspirant de l'expérience du Bureau des audiences publiques en environnement) et de mettre en place une consultation unique associant autant les consultations liées aux plans généraux d'aménagement forestier que les bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF) doivent préparer, que celles découlant du présent projet de politique.

MRC à caractère urbain et rural

Le 8 mai 2002, Solidarité rurale du Québec s'est présentée à la Commission de l'aménagement du territoire afin de déposer un mémoire assorti de quelques recommandations à l'égard du projet de loi 77. Ce projet de loi concerne précisément les 28 municipalités régionales de comté (MRC) à caractère urbain et rural détenant chacune une agglomération de plus de 10 000 habitants. Ce projet de loi découle du vaste chantier sur la réorganisation municipale entamée en mai 2000. Il introduit de nouvelles dispositions concernant le processus décisionnel, le champ des compétences, le mode d'élection du préfet et l'exercice du droit de retrait.

En plus de réaffirmer qu'une véritable décentralisation est nécessaire à l'échelle des MRC, Solidarité rurale du Québec a déploré la création de catégories de MRC ayant des compétences et des pouvoirs variables. La coalition a suggéré de rendre obligatoire l'élection du préfet au suffrage universel pour toutes les MRC de la province. Sans se prononcer sur un quelconque mécanisme afférent à la prise de décision, il a été demandé que le projet de loi 77 puisse protéger les municipalités rurales à l'égard de la municipalité la plus peuplée. Rien ne justifie donc que le poids démographique d'une ville-centre soit plus important au chapitre des voix que les autres municipalités. Enfin, à l'instar de la Fédération Québécoise des Municipalités (FQM), Solidarité rurale du Québec a suggéré que le gouvernement octroie aux MRC visées dans le projet de loi les mêmes compétences que celles dévolues antérieurement à la cinquantaine de MRC rurales (projet de loi 29).

Mouvement Desjardins

Le 19 mars 2002, Solidarité rurale du Québec répondait à l'invitation des instances supérieures du Mouvement Desjardins à se prononcer dans le cadre d'une consultation sur l'avenir des caisses populaires. D'ores et déjà, on savait que les défis auxquels fait face le réseau actuel des caisses s'expliquaient en grande partie par l'introduction dès 1995 de nouveaux processus d'affaires. Cette vaste réforme appelée « réingénierie » avait entre autres institué des stratégies de marketing axées sur la vente, l'automatisation complète des transactions et des services courants, la réduction des tâches administratives traditionnelles ainsi qu'une hausse substantielle de la formation des employés. Cette réorganisation a donné lieu à une réduction importante du nombre de caisses, dont plusieurs avaient alors été jugées non rentables. Des 1350 caisses présentes dans presque toutes les municipalités en 1995, il n'en restait plus que 814 en 2001. L'objectif avoué étant d'en arriver à 600.

Dans son mémoire *Le Mouvement Desjardins. De l'enracinement local à la caisse virtuelle*, Solidarité rurale du Québec a insisté sur le fait qu'une fois la réingénierie bien en place, il apparaît très difficile de revenir en arrière. Pour le monde rural, il semble qu'il faille même rebâtir ce que cette réforme a détruit en partie. La coalition ne peut s'empêcher de penser que, dans cette consultation, l'inverse aurait été mieux puisque l'identité d'une coopérative lui est donnée en premier lieu par ses membres usagers. Pourquoi donc n'avoir pas tenu une telle consultation avant la grande réingénierie ? Parmi les principales recommandations, Solidarité rurale du Québec a également suggéré de considérer les effets d'entraînement que peut engendrer la fusion ou la fermeture d'une caisse en milieu rural, de privilégier des alliances et des regroupements volontaires plutôt que la voie des fusions, de réfléchir à de nouveaux moyens en vue de permettre aux citoyens de diriger une partie de leurs épargnes dans leur propre milieu et d'évaluer les impacts de la concentration des activités commerciales et des services aux entreprises au sein de la soixantaine de Centres financiers aux entreprises (CFE). Enfin, il faut dire que Desjardins aurait dû mettre en place des mesures appropriées pour compenser la concentration du pôle décisionnel au sein de sa Fédération unique, celle-ci ayant contribué à rompre d'anciens équilibres et à diminuer le poids des caisses locales et des anciennes fédérations régionales.

Transport collectif

En février 2002, Solidarité rurale du Québec était invitée à donner son avis sur la problématique du transport collectif en milieu rural devant le Comité sénatorial permanent des transports et des communications. D'abord, la coalition a bien pris soin de montrer dans son mémoire qu'une certaine logique des marchés a nettement contribué à la détérioration et même à la disparition des services de proximité en milieu rural. Comme la gestion gouvernementale, autant que la gestion privée, se fonde souvent sur la loi du nombre plutôt que de desservir les gens là où ils habitent, il n'est pas étonnant de voir disparaître, un à un, les services à la population. Au-delà des considérations économiques et des seuils démographiques établis par les autorités, les services publics et privés constituent l'assise d'une véritable vie sociale et économique et d'une occupation dynamique du territoire. Conséquemment, l'absence ou l'insuffisance des moyens de transport collectif contribue de façon importante à l'isolement des individus, des jeunes et des aînés. Le service ferroviaire n'étant plus que l'ombre de lui-même, le réseau d'autobus interurbain rétrécissant à chaque année et les prix des vols locaux étant devenus exorbitants, il est tout à fait normal que plusieurs communautés rurales voient dans le transport collectif une condition essentielle à la revitalisation des villages. Faut-il rappeler que le besoin de se déplacer continue de croître au même rythme

que le nombre de personnes (75% actuellement) qui travaillent à l'extérieur de leur localité ? Si les services d'usage se sont multipliés, ils l'ont été au profit des villes régionales. À la base d'une trentaine d'initiatives de transport au Québec, il apparaît que les intervenants du monde rural ont su intégrer efficacement différentes ressources en place. Cependant, la débrouillardise ne saurait se substituer à l'action publique. Le premier rôle de l'État est de forcer les acteurs du transport à desservir des populations et non pas des clientèles. Quel que soit l'itinéraire emprunté et les façons de mobiliser les ressources locales, les intervenants ont besoin d'un soutien technique et financier de la part des gouvernements. Le mémoire *Le transport en milieu rural: un impératif*, a été déposé le 20 février 2002.

Mode de scrutin et institutions parlementaires

Voilà plus de cinquante ans, voire même depuis le début du 20^e siècle, que des voix s'élèvent au Québec pour réformer les institutions démocratiques et parlementaires. La façon d'élire les députés au parlement demeure sans contredit un des éléments les plus souvent abordés lorsqu'il est question de réformes. Le mode de scrutin majoritaire uninominal à un tour a fait l'objet de critiques importantes, surtout au lendemain des élections générales de 1944, de 1966 et plus récemment de celles de 1998. À chacun de ces scrutins, le parti politique qui s'est hissé au pouvoir a obtenu la majorité des sièges sans toutefois recueillir le plus grand nombre de votes. Le mode de représentation actuel est, en quelque sorte, un miroir déformant de la société québécoise, de ses choix politiques et de ses intérêts.

La réforme du mode de scrutin ainsi que celle des institutions parlementaires et démocratiques a fait l'objet d'une réflexion soutenue au cours de l'automne. Deux instances s'y sont appliquées. D'une part, à l'instigation du ministre Jean-Pierre Charbonneau, un Comité directeur des États généraux de la réforme des institutions démocratiques a entendu les citoyens sur un vaste éventail de changements possibles. D'autre part, la Commission des institutions de l'Assemblée nationale a reçu le mandat d'examiner spécifiquement le mode de scrutin. En novembre 2002, Solidarité rurale du Québec a simultanément acheminé à ces deux comités un document intitulé *Un Parlement représentatif de ses citoyens*.

De façon générale, tout projet de réforme du système électoral devrait être précédé d'une analyse de la société québécoise, de sa culture politique, de sa géographie, pour finalement voir dans quelle proportion les différents groupes sont représentés au parlement. Dans cette optique, un mode de scrutin renouvelé ne devrait pas contribuer à amenuiser le pouvoir des régions.

Solidarité rurale du Québec voit d'un bon œil l'introduction d'un système électoral mixte d'inspiration néo-zélandaise ou allemande, dans lequel une partie des sièges est élue selon la forme actuelle et les autres par une formule proportionnelle. Après tout, le mode de scrutin mixte est peut-être un compromis acceptable entre le passé et le futur tout en assurant une certaine continuité avec le mode actuel. Encore là, il y aurait lieu d'évaluer les impacts d'un tel changement sur les milieux ruraux, notamment à la lumière de ces expériences étrangères. Le fait d'avoir plusieurs députés dans une même circonscription électorale pourrait favoriser la rencontre de courants d'idées et participer à la revalorisation de leur rôle. Enfin, pour doter les régions de pouvoirs plus importants, la réforme du mode de scrutin devrait s'accompagner de changements au niveau du système politique en général. Que ce soit la création d'une Chambre des régions ou l'instauration d'une décentralisation réelle des pouvoirs politiques et administratifs au profit des municipalités régionales de comté, le débat reste à faire. Ces éléments seront discutés dans les instances démocratiques de Solidarité rurale du Québec en début d'année 2003.

La décentralisation

Durant les travaux menant à la rédaction de l'étude sur la nouvelle économie rurale, Solidarité rurale du Québec s'est interrogée sur le rôle et l'importance de l'organisation de l'État dans la gestion du développement du monde rural.

Aussi, il faut se questionner sur le manque ou le peu d'espace intermédiaire au Québec ainsi que sur le niveau politique ou administratif qui permettrait d'obtenir une gestion efficace du développement économique et social. L'absence de niveau intermédiaire politique et administratif est-il un frein au développement des régions et à l'occupation du territoire? Faut-il donc remettre en question les structures en place et parler de décentralisation. Serait-il temps d'aborder la fusion en repensant la démocratie locale dans une logique d'inclusion et non pas d'exclusion des petites municipalités? Ne serait-il pas possible d'envisager la fusion des municipalités au niveau de la MRC (une ville MRC) tout en préservant les identités, les spécificités, les dynamiques locales, ainsi qu'une certaine autonomie administrative?

L'hypothèse de cette recherche soutient qu'il est nécessaire d'aborder la décentralisation en repensant le monde municipal, premièrement dans sa capacité à fournir des biens et services collectifs locaux tout en sortant de l'approche sectorielle et municipalisée, deuxièmement dans son aptitude à penser globalement et à agir localement, et finalement dans le pouvoir qu'il a à gérer le développement économique et social dans une approche endogène.

C'est en ayant l'ensemble de ces interrogations en tête, et dans la mouvance du *Rendez-vous national des régions*, qu'en décembre 2002, Solidarité rurale du Québec a entamé une réflexion devant mener à l'élaboration d'une nouvelle recherche portant sur la décentralisation. Après quelques semaines de lecture et de rédaction, un devis de recherche a été présenté aux membres du conseil d'administration lors de la réunion du mois de janvier 2003.

Le répertoire d'initiatives locales de développement rural

Solidarité rurale du Québec publiait en mai 2002 la quatrième édition du répertoire d'initiatives de développement en milieu rural, *Les pages vertes*, qui présentait 282 initiatives dont cent toutes nouvelles. Cette version accompagnait la revue portant sur le thème de *La gouvernance rurale : des initiatives prometteuses*. Cette édition a été distribuée aux responsables de projet, aux Centres locaux de développement (CLD), aux Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), aux Municipalités régionales de comté (MRC) ainsi qu'aux organismes ayant fourni financement et aide technique.



Avec l'automne, les promoteurs et les agents de développement rural ont été de nouveau sollicités. Cette relance vise la mise à jour des initiatives répertoriées et ouvre la porte aux projets nouveaux qui méritent un coup de chapeau. Le dynamisme légendaire des ruraux s'exprime noir sur blanc dans cet ouvrage plein de projets novateurs.

Des forums de discussion

Le *Québec rural virtuel* ainsi que le *Groupe de discussion sur le transport collectif* ont presque deux ans d'existence. Les objectifs initiaux de ces forums de discussion sont demeurés les mêmes depuis leur création en mai 2001, soit le partage des connaissances, la circulation d'idées, la création de liens et l'établissement de réseaux entre les acteurs de développement rural. À pareille date l'an dernier, près de 80 personnes étaient inscrites à nos forums. Elles sont présentement plus de 140. Chaque interface compte une centaine d'interventions. Les participants proviennent maintenant de partout au Québec, hormis la région du Nord-du-Québec.

Dans l'ensemble, les échanges répondent aux objectifs que nous nous sommes donnés alors que les participants communiquent très ouvertement entre eux, s'échangent autant des informations

que des solutions, des conseils pratiques et de la documentation. La plate-forme virtuelle sur le transport rural permet notamment d'appuyer les promoteurs dans leurs réflexions tout en leur donnant des outils pour réaliser leurs projets sur le terrain. Cependant, il convient de dire que les attermoissements et l'insatisfaction vécus par les communautés rurales à l'égard du transport rural n'ont pu que se répercuter dans les échanges. L'année 2003 a néanmoins débuté avec une ouverture alors que le gouvernement québécois s'apprête à investir 10 millions de dollars pour implanter et soutenir des services collectifs de transport rural.

Quant au *Québec rural virtuel*, il fait toujours office de tribune générale, une porte d'entrée où l'on discute de n'importe quelles problématiques reliées à la ruralité. Les sujets sont donc très variés. Pendant que l'un cherche un site de tournage cinématographique, un autre veut connaître les démarches pour sauver l'école de village. Qui sont les vrais maîtres de la forêt québécoise ? Comment se lancer dans la production fromagère artisanale ? Quoi faire pour garder ouverte la caisse populaire ? Bref, tout y passe. Toutefois, l'élément le plus important qui ressort des échanges est, sans contredit, le bouillonnement qu'a suscité la *Politique nationale de la ruralité*.

La revue *Les pages vertes*

Avec une première analyse de huit projets vus sous l'angle de la mobilisation, Solidarité rurale du Québec décide de documenter les facteurs de réussite des initiatives décrites dans le répertoire *Les pages vertes*. La volonté d'aller au-delà de la simple indexation pour saisir les processus suivis pour la mise en œuvre de projets, en même temps que la nécessité d'outiller les acteurs locaux, guide la démarche entreprise en 2001.

En 2002, Solidarité rurale du Québec récidive en publiant d'abord la seconde revue intitulée *La gouvernance rurale : des initiatives prometteuses*. Présentée comme un réseau construit par les intervenants locaux autour de la réalisation d'un projet, la gouvernance rurale explique, dans les faits, le jeu d'influences réciproques qui permet à des acteurs de toutes provenances de travailler de concert au bénéfice de la communauté. Onze initiatives de développement, prises à même le répertoire descriptif, sont ainsi analysées sous la loupe de la concertation et du partenariat.

Avec la fin de l'année, sort la troisième revue, *Réussir des villages durables*, qui met en exergue le défi que les communautés rurales ont à relever et qui est celui d'utiliser notre patrimoine « nature » tout en le préservant pour les générations futures. Cette fois, neuf initiatives démontrent que des choix réalisés au quotidien peuvent avoir une portée à long terme. Elles font la preuve, ces initiatives, qu'avec l'application de solutions simples mais ingénieuses, le développement durable prend le pas sur l'exploitation abusive. Penser globalement pour agir localement, là est bien le défi dont il est question.



La direction des affaires publiques

D'une part, Solidarité rurale du Québec est la maison de relations publiques du monde rural québécois et canadien, entre autres en participant à de nombreux comités dont le Comité des partenaires de la ruralité. Une activité importante de relations publiques est la participation de son porte-parole et président à de nombreux forums au cours desquels, notamment, il donne des conférences. Le vice-président et les membres du secrétariat participent également à diverses activités où ils représentent la coalition. La coalition utilise aussi les différents potentiels de son site Internet, tant pour y véhiculer rapidement de l'information que pour appuyer le travail quotidien des leaders locaux, notamment avec son émission de radio, *Entends-tu mon village*. La coalition travaille aussi de près avec les membres de la presse locale, régionale et nationale soit par l'émission de communiqués de presse, l'octroi d'entrevues ou la rédaction d'articles.

D'autre part, la direction des affaires publiques a, entre autres, pour mandat de former les agents de développement rural. Mais,

on comprendra que les agents, comme les leaders locaux, ont tantôt besoin de formation continue et tantôt besoin d'information. Différents outils ont été développés pour répondre à ces besoins particuliers.

La direction a aussi développé deux outils de communication à l'intention des urbains : la *Foire des villages* et l'encart *Villages*. Aussi, elle a tissé, avec la complicité du vice-président, des liens avec des organismes impliqués dans le développement rural en s'associant au Réseau rural canadien dont, pour le moment, les activités sont limitées à quelques réunions par année, financées par le Secrétariat rural, et des échanges virtuels.

Fait un peu inusité, la direction chapeaute aussi les travaux sur les terroirs. Essentiellement, nous avons travaillé au coffret *Terroirs* et à la gestion et la promotion de la *Mesure de soutien aux produits du terroir*, notamment en éditant un dépliant papier et sa version électronique.

Représentations

Comité des partenaires de la ruralité

13-02-02	Comité technique des partenaires	Québec
19-02-02	Rencontre du Comité des partenaires de la ruralité	Québec
12-03-02	Comité technique des partenaires	Québec
06-03-02	Rencontre du Comité des partenaires de la ruralité	Québec
23-04-02	Comité technique des partenaires	Québec
08-05-02	Rencontre du Comité des partenaires de la ruralité	Québec
18-06-02	Rencontre du Comité des partenaires de la ruralité	Québec
28-08-02	Comité technique des partenaires	Québec
22-09-02	Comité technique des partenaires	Québec
25-09-02	Rencontre du Comité des partenaires de la ruralité	Québec
03-12-02	Comité technique des partenaires	Québec
06-12-02	Rencontre du Comité des partenaires de la ruralité	Québec

Comité de sélection de projets pour l'Initiative canadienne pour les collectivités rurales agricoles (ICCRA)

29-05-02	Rencontre du comité de sélection de l'ICCRA	Québec
31-07-02	Rencontre du comité de sélection de l'ICCRA	Téléphonique
25-10-02	Rencontre du comité de sélection de l'ICCRA	Québec
26-11-02	Rencontre du comité de sélection de l'ICCRA	Québec

Groupe de travail sur le maintien de l'école au village

11-09-02	Rencontre du groupe de travail sur le maintien de l'école au village	Québec
16-09-02	Rencontre du groupe de travail sur le maintien de l'école au village	Québec
21-10-02	Rencontre du groupe de travail sur le maintien de l'école au village	Québec
07-11-02	Rencontre du groupe de travail sur le maintien de l'école au village	Québec
18-11-02	Rencontre du groupe de travail sur le maintien de l'école au village	Québec
29-11-02	Rencontre du groupe de travail sur le maintien de l'école au village	Québec
11-12-02	Rencontre du groupe de travail sur le maintien de l'école au village	Québec

Représentations générales

Dates	Événement	Lieu
9-01-02	MRC de La Matapédia (conférence sur la <i>Politique nationale de la ruralité</i>)	Amqui
11-01-02	Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté	Montréal
15-01-01	Rencontre sur le projet de Politique de consultation sur les orientations du Québec en matière de gestion et de mise en valeur du milieu forestier	Québec
28 au 30-01-02	Entretiens internationaux de l'aménagement et du développement du territoire	Paris
06-02-02	Mentorat 2002	Québec
14-02-02	Journée d'échanges et de mobilisation dans la MRC des Collines-de-l'Outaouais	La Pêche
20-02-02	Cégep de Matane (conférence « L'avenir de la ruralité et l'engagement des citoyens »)	Matane
20-02-02	Comité sénatorial permanent des transports et des communications	Montréal
21-02-02	Rencontre des Groupes en lien	Île-d'Orléans
22-02-02	Comité exécutif de Solidarité rurale du Québec	Île-d'Orléans
22-02-02	Formation des agents de développement rural	Île-d'Orléans
23-02-02	Assemblée générale de Solidarité rurale du Québec	Île-d'Orléans
27-02-02	Session de formation sur le lobbying	Thetford-Mines
14 et 15-03-02	Journées nationales de la ruralité	Québec
16-03-02	Colloque sur le développement local (conférences)	Saint-Raphaël
19-03-02	Colloque sur les nouvelles priorités de recherche pour le secteur forestier québécois	Sainte-Foy
20-03-02	Démarche de réflexion et de consultation portant sur le « Renouveau coopératif Desjardins »	Montréal

Représentations générales (suite)

Dates	Événement	Lieu
01 et 02-05-02	Formation des agents de développement rural	Carleton
02-05-02	10e anniversaire du Ralliement gaspésien et madelinot	Carleton
03 et 04-05-02	Onzième conférence nationale de Solidarité rurale du Québec	Carleton
08-05-02	Consultations particulières sur le projet de loi no 77, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités régionales de comté	Québec
09-05-02	Déjeuner « Stratégie d'innovation du Canada »	Ottawa
13-05-02	Journée d'étude sur la <i>Politique nationale de la ruralité</i> « Une gestion efficace de la réalisation des projets »	Québec
14-05-02	Rencontre sur le transport collectif	Québec
14-05-02	Congrès de l'ACLDQ	Québec
15-05-02	Seconde édition de la Revue Parlée	Saint-Camille
15-05-02	Colloque annuel de l'ACLDQ (atelier sur la nouvelle économie rurale)	Québec
16-05-02	Rencontre régionale sur la ruralité	Compton
16-05-02	Journée agroalimentaire de la région de la Capitale-Nationale	Beauport
23-05-02	Rencontre nationale sur le transport collectif	Isle-aux-Coudres
23 et 24-05-02	Assemblée des MRC	Québec
27-05-02	Comité exécutif de Solidarité rurale du Québec	Nicolet
28-05-02	Conseil d'administration de Solidarité rurale du Québec	Pointe-du-Lac
06-06-02	Grand déjeuner Tête d'affiche	Trois-Rivières
07-06-02	Sommet rural sur l'innovation	Portage La Prairie (Manitoba)
12-06-02	« Saint-Honoré dans l'vent » (animation d'un vins et fromages)	Saint-Honoré
12-06-02	Rencontre sur la <i>Politique nationale de la ruralité</i> – CLD Minganie	Havre-St-Pierre
14-06-02	Forum national sur le développement durable	Québec
15-06-02	Congrès de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec (conférences)	Sherbrooke
19-06-02	Rencontre des Tables de concertation agroalimentaire du Québec	Carleton
23-08-02	Soirée des prix d'excellence - Agriculture et Agroalimentaire Canada (remise du Prix ruralité)	Québec
26-08-02	Rencontre sur la réforme du mode de scrutin	Québec
06-09-02	Rencontre régionale des leaders socio-économiques de l'Estrie	Sherbrooke
12-09-02	Dîner-conférence pour la <i>Politique nationale de la ruralité</i>	Maniwaki
13-09-02	Salon agroalimentaire de Saint-Camille	Saint-Camille
26-09-02	Consultations particulières sur les fluctuations des clientèles dans le secteur de l'éducation	Québec
27-09-02	Congrès de la FQM – Atelier « Que ferez-vous avec la <i>Politique nationale de la ruralité</i> chez-vous? »	Québec
29-09-02	Conseil général du Parti libéral (ateliers)	Montréal
28 et 29-09-02	Journées de la culture (événement public)	Québec et Montréal
30-09-02	Rencontre des membres d'une délégation française	Drummondville
01-10-02	Comité exécutif de Solidarité rurale du Québec	Nicolet
01 et 02-10-02	Formation régionale des agents de développement rural	Mont-Laurier
02-10-02	Conseil d'administration de Solidarité rurale du Québec	Nicolet
03-10-02	14e colloque du Réseau québécois de Villes et Villages en santé	Laval
10-10-02	Colloque Le Parlementarisme au XXIe siècle	Québec
11-10-02	15e Colloque annuel de la coalition Les Arts et la Ville (conférences)	Shebrooke
11-10-02	La Corvée, Coop de solidarité en soins et services de Saint-Camille – Fête Reconnaissance	Saint-Camille

Représentations générales (suite)

Dates	Événement	Lieu
22 et 23-10-02	Formation régionale des agents de développement rural	Sacré-Cœur
24-10-02	Séminaire Économie sociale et ruralité	Québec
25-10-02	Congrès des TVC autonomes du Québec	L'Avenir
04-11-02	Musée de la civilisation (débat Faut-il sauver les régions à tout prix?)	Québec
12 et 13-11-02	Formation régionale des agents de développement rural	Asbestos
12, 13 et 14-11-02	Rendez-vous national des régions	Québec
15-11-02	Soirée hommage aux bénévoles (conférences)	Saint-Hugues
20-11-02	Session de formation sur le lobbying	Montréal
21-11-02	Journée de formation aux élus – CLD Les Maskoutains	Saint-Jude
27-11-02	Comité exécutif de Solidarité rurale du Québec	Nicolet
04-12-02	Session de formation sur la Mesure de soutien aux produits du terroir	Bécancour
04-12-02	Session de formation sur le lobbying	Saint-Grégoire
05-12-02	Session de formation sur le lobbying	Sainte-Marie-de-Beauce

Session de travail sur le terroir

11-01-02	Chantier sur les produits de niches et de terroirs du MAPAQ	Longueuil
12-02-02	Groupe de travail sur le marché intérieur	Longueuil
21-03-02	Chantier sur les produits de niches et terroirs du MAPAQ	Longueuil
21-03-02	Comité de sélection de la Mesure de soutien au développement des produits du terroir	Nicolet
24-05-02	Comité de sélection de la Mesure de soutien au développement des produits du terroir	Téléphonique
11-07-02	Comité de sélection de la Mesure de soutien au développement des produits du terroir	Téléphonique
29-08-02	Comité de sélection de la Mesure de soutien au développement des produits du terroir	Nicolet
18-11-02	Comité de sélection de la Mesure de soutien au développement des produits du terroir	Téléphonique
16-12-02	Comité de sélection de la Mesure de soutien au développement des produits du terroir	Nicolet

Comité sur les appellations réservées – produits du terroir

24-09-02	Comité sur les appellations réservées – produits du terroir	Québec
30-10-02	Comité sur les appellations réservées – produits du terroir	Val-David
27-11-02	Comité sur les appellations réservées – produits du terroir	Trois-Rivières

Groupe de concertation sur l'agrotourisme au Québec

30-04-02	Rencontre du groupe de travail	Téléphonique Québec Téléphonique
25-09-02	Rencontre du groupe de travail	
09-12-02	Rencontre du groupe de travail	

Québec rural

Grâce à l'appui traditionnel et constant du Mouvement Desjardins, huit livraisons régulières du *Québec rural* ont été préparées et distribuées à quelque 2332 abonnés. D'une année à l'autre, nous constatons que chacune des livraisons du *Québec rural* permet à nos membres et à nos abonnés de connaître les points de vue de Solidarité rurale du Québec sur les différents dossiers touchant le monde rural québécois. À preuve, chacune des livraisons du *Québec rural* provoque une recrudescence des demandes d'information et de référence.

Une livraison spéciale a été éditée le 21 mars 2002, suite aux *Journées nationales de la ruralité* qui ont eu lieu les 14 et 15 mars à Québec sous le thème **Maîtres d'œuvre de nos villages**. Des extraits des discours d'ouverture du ministre d'État aux régions, Rémy Trudel, et du Premier Ministre, Bernard Landry, y ont été repris ainsi que l'allocation du président de la coalition, Jacques Proulx.

De plus, nous avons publié un feuillet spécial intitulé *Le Séculaire* *feuilleton du développement régional* publié dans le cadre du *Rendez-vous national des régions* qui a eu lieu les 12,13 et 14 novembre à Québec.



Entends-tu mon village

Solidarité rurale du Québec produit, grâce à la collaboration professionnelle de *Studio Concept*, une émission hebdomadaire de radio de 30 minutes intitulée *Entends-tu mon village* qui aborde la ruralité sous toutes ses coutures.

Sur les ondes depuis janvier 2001, cette émission vise à transmettre de l'information pertinente aux agents et à toute autre personne active dans le développement rural. À l'image des émissions radiophoniques d'affaires



publiques, nous retrouvons au menu de *Entends-tu mon village* : un bulletin de nouvelles, un agenda, une revue de presse, un bloc bavardage, le billet de Jacques Proulx et une chronique gourmande. L'équipe d'*Entends-tu mon village* travaille à l'occasion avec des chroniqueurs et des journalistes pigistes œuvrant dans le milieu rural.

L'émission *Entends-tu mon village*, d'une durée de 30 minutes, est diffusée par quinze radios communautaires et privées en plus d'être disponible via le site Internet de Solidarité rurale du Québec.

Radios	Diffusion
Québec CKRL-FM 89,1	Samedi 7 h 30
Châteauguay CHAI-FM 101,9	Samedi 9 h 30 et dimanche 8 h 30 en reprise
Saint-Hilarion CIHO-FM 92,1	Dimanche 19 h
Senneterre CIBO-FM 100,5	Mercredi 9 h 30 et vendredi 12 h en reprise
Havre-St-Pierre CILE-FM 95,1	Samedi 9 h 30
Carleton CIEU-FM 94,9	Samedi 7 h 15 et dimanche 22 h 13 en reprise
Lac-Etchemin CFIN-FM 100,5 et 103,9	Jeudi 18 h
Saint-Rémi CHOC-FM 104,9	Lundi 13 h
Maniwaki CHGA-FM 97,3	Dimanche 7 h 5
Natashquan CKNA-FM 104,1	Mercredi 14 h 25
Iles-de-la-Madeleine CFIM-FM 92,7	Dimanche 7 h 30 et lundi 19 h 10 en reprise
Fermont CFMF-FM 103,1	Jeudi 9 h
Blanc-Sablon CFBS 89,9 et 93,1	Mercredi 14 h
Saint-Gabriel-de-Brandon CFNJ 99,1	Mercredi 10 h 8
Radio Ville-Marie Montréal 91,3 et Sherbrooke 100,3	Samedi 12 h 30

L'équipe d'*Entends-tu mon village* a reçu des invités en entrevue pour parler de sujets d'actualité. Voici le nom de ces invités, leur fonction ainsi que le sujet traité en entrevue.

Invités	Date et sujet d'entrevue
Hélène Forcer, secrétaire générale pour l'Ontario de la National Farmers Union du Canada	9 janvier 2002/ National Farmers Union
Camille Beaulieu, journaliste en Abitibi	30 janvier 2002/ Camions sur les routes en région
Markus Lüthi, agriculteur et président du Réseau d'échanges en développement durable	30 janvier 2002/ Écoconditionnalité
Martine Mercier, vice-présidente de l'Union des producteurs agricoles	6 février 2002/ 1re femme dirigeante de l'Union des producteurs agricoles
Jean-Louis Mandeville, directeur général de l'ATR	20 février 2002/ Rôle des ATR dans le développement rural
Camille Beaulieu, journaliste en Abitibi	27 février 2002/ Télé-médecine
Pierre Desjardins, secrétaire général de Solidarité rurale du Québec	27 février 2002/ Nouvelle économie rurale
Annie Dubé, agente au programme du Secrétariat rural canadien	6 mars 2002/ L'initiative canadienne pour les collectivités rurales
Jean-Pierre Fournier, vice-président de Solidarité rurale du Québec	6 mars 2002/ 1re élection pour le poste de vice-président de Solidarité
Jacqueline Millaire, membre du Conseil du bureau européen de l'environnement	27 mars 2002/ Perceptions des questions environnementales par les Européens
Marc Blondeau, président et éditeur du magazine L'Actualité	3 avril 2002/ Fascicules <i>Villages</i>
Jean-Pierre Fournier, vice-président de Solidarité rurale du Québec	10 avril 2002/ Conférence rurale nationale de Charlottetown
Yanick Villedieu, journaliste et auteur	17 avril 2002/ Dernier livre intitulé <i>Un jour la santé</i>
Camille Beaulieu, journaliste en Abitibi	24 avril 2002/ Rencontre avec Richard Desjardins, chansonnier et cinéaste
Jean-Yves Duthel, vice-président aux communications à la Société générale de financement	24 avril 2002/ Sommet national des régions
Johanne Fecteau de l'AFÉAS	1 ^{er} mai 2002/ Travail invisible (au foyer et bénévolat)
Michèle Fournier, agente de développement rural	1 ^{er} mai 2002/ Travail d'un agent de développement rural
Monique Gauthier, présidente de la coopérative Confection Soleil	1 ^{er} mai 2002/ Coopérative Confection Soleil
Rémy Trudel, ministre des Régions	8 mai 2002/ Pacte rural
Dominique Vien, directrice de la programmation de Radio-Bellechasse	8 mai 2002/ Son entrée en politique dans l'investiture libérale dans la circonscription de Bellechasse
Jacynthe Gagnon, présidente de l'UPA de Québec-Rive-Nord et présidente du Conseil de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour le développement de la région de Québec	15 mai 2002/ Conseil de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour le développement de la région de Québec
Fernand Rocheleau de l'entreprise Chinchillas inc.	15 mai 2002/ Tissu de chinchillas
Pierre Buissières, gérant du Marché public de Québec (secteur Sainte-Foy)	22 mai 2002/ La vente des alcools dans les marchés publics
Luc Martel, agent de développement au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	29 mai 2002/ L'entente spécifique Centre-du-Québec

Invités	Date et sujet d'entrevue
Laval Doucet, professeur à l'Université Laval	29 mai 2002/ Création de la Chaire multifacultaire de recherche et d'intervention sur Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine
Alain Dubuc, éditeur du quotidien <i>Le Soleil</i>	5 juin 2002/ Souper bénéfique de la radio communautaire de Bellechasse
Marie-Claude Brière, directrice générale de l'organisme Femmes et Entrepreneuriat en Mauricie	5 juin 2002/ Migration en Gaspésie
Rémy Trudel, ministre des Régions	12 juin 2002/ Coup de cœur rural pour les vacances
Sylvie Bellerose, directrice générale au CLD d'Asbestos	12 juin 2002/ Coup de cœur rural pour les vacances
Camille Beaulieu, journaliste en Abitibi	12 juin 2002/ Coup de cœur rural pour les vacances
Jocelyne Wheelhouse, vice-présidente de la Centrale des syndicats du Québec	12 juin 2002/ Coup de cœur rural pour les vacances
Léo Bertozzi, directeur du regroupement des producteurs de <i>permigiano reggiano</i>	11 septembre 2002/ Appellations d'origine contrôlée
Robert Delorme, conseiller à Industrie et Commerce du Canada	18 septembre 2002/ Grandes bandes passantes
Michel Belzil, président de la Fédération Québécoise des Municipalités	25 septembre 2002/ Congrès de la Fédération Québécoise des Municipalités agricoles (ICCRA)
Mario Pezzini, directeur de la division des examens territoriaux à l'OCDE	2 octobre 2002/ Examen territorial du Canada
Cherkaoui Ferdous, directeur général du Conseil de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour le développement de la région de Québec	9 octobre 2002/ Journées du goût et des saveurs du 4 au 14 octobre 2002
Camille Beaulieu, journaliste en Abitibi	16 octobre 2002/ Petites écoles en milieu rural
Ulysse Duchesne, préfet de Charlevoix-Est	23 octobre 2002/ Discussion sur son pacte rural
Camille Beaulieu, journaliste en Abitibi	30 octobre 2002/ L'abattage des animaux
Christiane Giguère, directrice de la Corporation des activités communautaires de Saint-Mathieu-du-Parc	30 octobre 2002/ Entrevue sur le 125 ^e anniversaire de Saint-Mathieu-du-Parc et sur la grande fresque
Camille Beaulieu, journaliste en Abitibi	6 novembre 2002/ Rendez-vous national des régions
Josée Blanchette, chargée de projet « terroir » à Solidarité rurale du Québec	6 novembre 2002/ Présentation de l'employée et de son mandat à Solidarité rurale du Québec
Rémy Trudel, ministre des Régions	13 novembre/ Rendez-vous national des régions
Nathalie Normandeau, députée de Bonaventure et porte-parole de l'opposition officielle	13 novembre/ Rendez-vous national des régions
Sylvie Beaudoin, directrice générale et porte-parole pour la province de Québec chez Air Canada Jazz	20 novembre 2002/ Entente gouvernementale sur les tarifs aériens
Richard Legendre, ministre de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport	20 novembre 2002/ Subvention accordée à Place aux jeunes
Christian Denis, coordonnateur du programme « Le Patrimoine à domicile ».	27 novembre 2002/ Explication du programme « Le Patrimoine à domicile ».

Invités	Date et sujet d'entrevue
Christian Denis, coordonnateur du programme « Le Patrimoine à domicile ».	27 novembre 2002/ Explication du programme « Le Patrimoine à domicile »
Paul-Louis Martin, historien et ethnologue	27 novembre 2002/ Dernier livre intitulé <i>Les fruits du Québec</i> sur les arbres fruitiers anciens
Mario Morand, directeur général du Centre de santé d'Asbestos et président du CLD d'Asbestos	4 décembre 2002/ Manifestation pour la mine Jeffrey
Luc Martinet, agent de recherche à Solidarité rurale du Québec	4 décembre 2002/ Présentation de l'employé et de son mandat à Solidarité rurale du Québec
Caroll Morin, président du Centre au Bercaïl pour les sans-abris	11 décembre 2002/ Pauvreté en milieu rural
Camille Beaulieu, journaliste en Abitibi	11 décembre 2002/ Pauvreté en milieu rural
Louise Cossette de Moisson Maurice	11 décembre 2002/ Pauvreté en milieu rural
Renée Wilsey du P'tit bonheur	11 décembre 2002/ Pauvreté en milieu rural
Gino Reeves, directeur général de Place aux jeunes	18 décembre 2002/ Place aux jeunes
Marc-André St-Yves, la fromagerie La Petite Cornue	25 décembre 2002/ Table ronde sur être un artisan en 2002
Gilles Girard, La Caserne du lin	25 décembre 2002/ Table ronde sur être un artisan en 2002
Lucie Mainguy, huiles essentielles Aliksir	25 décembre 2002/ Table ronde sur être un artisan en 2002
Lucie Marchand, La Parfumerie d'Eulalie	25 décembre 2002/ Table ronde sur être un artisan en 2002
François Benjamin, maire de Mandeville	1 ^{er} janvier 2003/ Table ronde sur les néo-ruraux
James Atkins, Atkins et Frères	1 ^{er} janvier 2003/ Table ronde sur les néo-ruraux

Demandes d'information

La crédibilité dont jouit Solidarité rurale du Québec repose en grande partie sur la qualité de son écoute ainsi que sur sa capacité de répondre rapidement aux questions des internautes et des organismes en leur apportant des solutions adéquates. La transmission d'informations et de renseignements aux différents partenaires de la coalition constitue un objectif fondamental du centre de référence.

Une analyse des demandes adressées au personnel au cours de l'année 2002 révèle qu'elles proviennent en majorité des régions suivantes : la Capitale nationale, Montréal, l'Estrie, la Mauricie/Centre-du-Québec et le Bas-Saint-Laurent. La grande majorité des demandeurs sont soit agents de développement rural, soit citoyens, universitaires ou chercheurs. Comme toujours, les citoyens sont aussi nombreux que les organismes à s'adresser à Solidarité rurale du Québec. Les principales demandes ont trait à l'envoi de nos publications (47 %), à la *Mesure de soutien aux produits du terroir* et au domaine terroir en général (22 %), aux problèmes de maintien de services de proximité tels que l'école, le transport (12%). Les demandes de renseignements concernant le monde rural en général (7%), celles ayant trait aux contributions financières et les offres de service (5 %) restent tout de même importantes. Une grande partie des demandeurs souhaitent également obtenir des informations générales sur la coalition et sur ses prises de position à l'égard de certains dossiers à caractère public.

Ventes de documents

Cette année encore, Solidarité rurale du Québec a publié des titres qui ont suscité beaucoup d'intérêt.

Produit dans le cadre de la formation des agents de développement rural, l'enregistrement vidéo intitulé *Des élus... leur rôle au village !* a été très bien reçu. Tous ceux qui ont emprunté ce document pour le visionner ont ensuite acheté leur copie, ce qui fait qu'une cinquantaine de vidéos cassettes circule actuellement.

Également en demande, dans la collection Études rurales, la recherche portant sur *La nouvelle économie rurale* fait parler d'elle. Sans battage publicitaire autre que le bouche à oreille, déjà cinquante exemplaires ont été vendus depuis la parution.

Mais c'est sans conteste le coffret *De nature à culture : les produits du*

terroir qui rafle la palme du plus grand nombre d'exemplaires vendus. La première édition écoulee, cinq cents copies ayant trouvé preneur au cours des trois mois qui ont suivi la sortie, nous avons procédé à la réédition de ce coffret.

On peut ajouter à cela les nombreuses demandes qui concernent des ouvrages moins récents mais qui ont toujours la cote, *L'École au village*, *L'ABC du financement* et *Pour un réseau de transport intervillages*, pour ne nommer que ceux-là.

Qu'elles se fassent par courriel, par téléphone ou par la poste, les nombreuses demandes de documents sont là pour confirmer les besoins auxquels répondent les publications de Solidarité rurale du Québec.



Voici quelques-uns de nos titres les plus populaires auprès de la clientèle.

Titre	Sujet traité	Auteur	Année	Coût
<i>Coffret : De nature à culture: les produits du terroir</i> comprenant <i>Mémoire des terroirs</i> Collection Études rurales	Produits du terroir québécois	Solidarité rurale du Québec	Septembre 2002	20 \$
<i>Jamais sans mon école</i> Mémoire	Maintien de l'école de village	Solidarité rurale du Québec	Septembre 2002	2 \$
<i>La nouvelle économie rurale</i> Collection Études rurales	Occasions de développement économique en milieu rural, soit les secteurs des pêches, de la forêt, de l'agroalimentaire et du tourisme	Solidarité rurale du Québec	Avril 2002	15 \$
<i>Le Mouvement Desjardins, de l'enracinement local à la caisse virtuelle</i>	Les caisses populaires en milieu rural comme service de proximité	Solidarité rurale du Québec	Mars 2002	2 \$
<i>L'ABC du financement</i> Série réflexion	Stratégies de financement pour des projets collectifs	Solidarité rurale du Québec	Février 2002	10 \$
<i>Le transport en milieu rural: un impératif</i> Mémoire	Transport en milieu rural	Solidarité rurale du Québec	Février 2002	2 \$
<i>Des élus...leur rôle au village</i>	Vidéo sur le leadership en milieu rural	Solidarité rurale du Québec	Janvier 2002	20 \$
<i>Le village au quotidien</i> Collection Études rurales	Développement et maintien des services de proximité en milieu rural	Solidarité rurale du Québec	Juin 2001	7 \$
<i>L'école au village: mode d'emploi</i> Série action	Informe les ruraux sur les actions à poser afin de maintenir leurs enfants et leur école au village	Solidarité rurale du Québec	Janvier 2000	3 \$
<i>Demain le patrimoine</i>	Patrimoine culturel	Solidarité rurale du Québec	Février 2000	2 \$
<i>L'immigration en milieu rural</i>	L'immigration, potentiel de renouvellement des populations	Solidarité rurale du Québec	Août 2000	3 \$
<i>Pour un réseau de transport intervillages</i> Collection Études rurales	Transport en milieu rural	Solidarité rurale du Québec	Décembre 1999	7 \$
<i>Symposium international sur l'économie des terroirs</i>	Actes du Symposium	Solidarité rurale du Québec	1999	10 \$
<i>L'ABC des entreprises collectives</i> Série réflexion	Introduction à l'entrepreneuriat collectif en milieu rural	Jean-François Aubin	1999	3 \$
<i>Les quatre temps du projet</i> Série action	Présente le projet en quatre étapes	Christopher Bryant et Michèle Doucet	1999	3 \$
<i>D'hier à aujourd'hui: les produits du terroir</i> Série réflexion	Produits du terroir	Solidarité rurale du Québec	1999	3 \$

Titre	Sujet traité	Auteur	Année	Coût
<i>La recomposition des territoires ruraux</i> Série réflexion	Dynamique territoriale locale	Bernard Vachon	1998	3 \$
<i>Regard sur les approches de développement</i> Série réflexion	Stratégies de développement pour contrer le déclin des collectivités rurales	William A. Ninacs	1998	3 \$
<i>Tant vaut le village, tant vaut le pays</i> Série réflexion	Conditions de réussite du développement rural et difficultés et défis du monde rural	Solidarité rurale du Québec	1998	3 \$
<i>L'avenir des petites collectivités avec ou sans services</i> Série réflexion	Éléments de réflexion sur les services de proximité	Mario Carrier et Michèle Doucet	1998	3 \$
<i>La résolution de conflits</i> Série action	Propose des approches de résolutions de conflits	Élise Lemaire	1998	3 \$
<i>L'art d'animer, de décider et d'agir</i> Série action	Propose des balises pour mieux préparer les rencontres et les dynamiser	Anim'Action	1998	3 \$
<i>La Grande Roue du développement</i> Série action	Outil de sensibilisation et de mobilisation des populations rurales	Solidarité rurale du Québec	1998	3 \$

Journées nationales de la ruralité

Si la fin de l'an 2001 a été marquée par la *Politique nationale de la ruralité*, on se souviendra de 2002 comme étant l'année de sa mise en place. Solidarité rurale du Québec s'est grandement impliquée afin que cette politique se déploie le plus efficacement possible. Dès février, nous avons tenu une session de formation spéciale pour les agents de développement rural. Les 14 et 15 mars 2002, l'organisme conseil en matière de ruralité du gouvernement du Québec s'acquittait d'un extraordinaire mandat

confié par le ministère des Régions. Il s'agissait d'organiser, en quelque 20 jours, à Québec, un rendez-vous national regroupant plus de 600 représentants de

la société civile et du monde municipal rural. *Les Journées nationales de la ruralité* ont permis de lancer, le même jour, la corvée rurale sur l'ensemble des régions rurales du Québec, notamment par la production de la trousse d'animation conçue spécialement pour les agents de développement rural.

L'animation des journées a été élaborée en deux volets. Le premier volet permettait aux participants de vivre une expérience de vision

stratégique; le second servant à s'approprier le contenu de la politique. À la clôture de l'événement, chacun des participants a pu regagner sa localité avec une vision renouvelée et les informations nécessaires à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*.

Centre de documentation

Depuis plus de dix ans, Solidarité rurale du Québec constitue patiemment un centre de documentation exclusivement dédié à la ruralité. Les visiteurs peuvent y consulter 2750 documents répertoriés et indexés en plus des documents de référence dont les mémoires, les analyses, les avis et les textes des conférences préparés par la coalition. Pour tous les membres du secrétariat, ce centre de documentation est un outil de travail essentiel car la coalition est aussi un lieu important de recherche sur la ruralité.

Nous avons renouvelé notre entente avec l'Université du Québec à Trois-Rivières. Cette entente nous donne accès à divers services et ressources documentaires tels la cartothèque, le Centre Desjardins de documentation en études québécoises, la collection générale, les ouvrages de référence, les périodiques, l'emprunt de documents, le catalogue informatisé du réseau de l'Université du Québec ainsi que la microthèque.



L'encart Villages



En 2002, quatre livraisons de *Villages* ont été encartées dans le magazine

L'Actualité. Comme le veut la formule, au gré des saisons, chacune des livraisons de *Villages* présente un terroir, une personnalité et un secteur d'activités.

En décembre, forte de l'appui de ses plus précieux annonceurs dont le ministère des Régions, le Secrétariat rural canadien, le Mouvement Desjardins, l'Union des producteurs agricoles, la direction des affaires publiques renouvelait l'entente avec Rogers communication afin que quatre nouvelles livraisons de *Villages* figurent dans autant de livraisons de *L'Actualité* pour 2003.

	Un terroir	Une personnalité	Un secteur d'activités.
Printemps	Le Cœur-du-Québec	Louis Caron, écrivain	L'agriculture
Été	La Basse-Côte-Nord	Stanley Volant, médecin	Le tourisme d'aventure
Automne	Le Témiscamingue	Mario Peluso, auteur-compositeur-interprète	La chasse et la pêche
Hiver	La Haute-Mauricie	Michel Robichaud, designer	La neige

Site Internet

En 2002, le nombre de visiteurs à l'adresse <http://www.solidarite-rurale.qc.ca> s'élève à plus de 2300 par mois. Outre la page d'accueil, les pages les plus fréquentées sont, par ordre décroissant : notre radio, la *Foire des villages* et nos forums. Nous assurons, comme par le passé, une diffusion d'informations diversifiées et de grande qualité, mises à jour hebdomadairement. De plus, nous créons de nouvelles pages avec hyperliens en fonction des besoins exprimés ou pressentis. Ce fut le cas pour les pages sur la *Foire des villages 2003*. De nouveaux boutons ont été ajoutés afin de faciliter la visite du site, tel un bouton nommé *plan du site*, ainsi qu'un bouton *Italiano, Espagnol, English* pour faciliter la communication des informations rurales aux autres cultures.

De surcroît, nous avons mis à jour *Les Pages vertes du développement rural*, un répertoire comprenant près de 300 initiatives de développement local en milieu rural ainsi que des analyses détaillées de quelques initiatives vues sous la loupe de certains facteurs de réussite plus qu'importants. Une première analyse portait sur la mobilisation tandis que la deuxième faisait ressortir l'importance de la gouvernance territoriale. La troisième analyse parle du défi que représente, pour les petites communautés, le développement durable. Notre intention est d'enrichir ce répertoire de nouvelles initiatives porteuses d'un développement significatif. Nous croyons que les projets qui y sont recensés serviront aux communautés rurales désireuses de s'enrichir de l'expérience des autres.

Il faudra surveiller, sur le site Internet de Solidarité rurale du Québec, le développement de l'espace réservé à la Mesure de soutien aux produits du terroir. On y retrouvera des définitions, de l'information sur l'historique des subventions décernées, par année et par région, des références pour l'élaboration de vos projets, des photos, des communiqués de presse et toute autre information pertinente pour un meilleur accompagnement des promoteurs.

Activités de formation

Des sessions

Voilà maintenant cinq ans que Solidarité rurale du Québec offre des sessions de formation aux agents de développement rural du Québec. La première formation, tenue en 1998 à Saint-Augustin, fut une source de réconfort professionnel pour les premiers agents de développement rural qui s'implantaient lentement sur le territoire. Ces pionniers isolés avaient besoin de se rencontrer afin d'approfondir les problématiques rurales communes et d'échanger sur leurs méthodes de travail. Aujourd'hui, les intervenants sont mieux outillés et leur mandat est plus précis. Sûrement que les formations de Solidarité rurale du Québec ont contribué à l'amélioration de la situation.

Malgré que la formule ait légèrement évolué au cours des ans, le programme de formation 2002 a été élaboré avec l'esprit qui

animait déjà les formations de la première heure. C'est-à-dire des formations qui correspondent aux besoins des agents et qui favorisent le partage d'information et d'expériences. Depuis deux ans, le programme de formation est composé de trois volets. Le premier volet consiste à organiser des formations itinérantes qui voyagent selon une division du Québec en 3 ou 5 grandes régions. Un deuxième volet, que l'on nomme formation nationale, réunit une fois l'an tous les agents du Québec à un événement de type congrès. Le troisième volet, celui des formations thématiques, vise à répondre à des besoins ciblés de formation. Cette année, l'équipe de formation a développé un quatrième volet qui permet d'offrir une formation continue aux agents, par l'intermédiaire d'un service-conseil en développement rural.

Formation	Date	Thème	Participation
Formation thématique	22 février	La <i>Politique nationale de la ruralité</i>	54
Formation nationale	1 ^{er} et 2 mai	Le financement	81
Formation nationale	1 ^{er} et 2 octobre	L'animation des communautés rurales et développement des terroirs	35
Formation itinérante	22 et 23 octobre	L'animation des communautés rurales et développement des terroirs	60
Formation itinérante	12 et 13 novembre	L'animation des communautés rurales et développement des terroirs	28

Résultats d'évaluation du programme de formation 2002

	Formation thématique Île d'Orléans	Formation nationale Carleton	1 ^{re} formation itinérante Mont-Laurier	2 ^e formation itinérante Sacré-coeur	3 ^e formation itinérante Asbestos
Le contenu de la formation était adapté aux agents ruraux	67 % satisfait	60 % satisfait	84 % satisfait	90 % satisfait	84 % satisfait
J'ai apprécié le choix du thème	94 % satisfait	85 % satisfait	77 % satisfait	88 % satisfait	80 % satisfait
Je suis satisfait(e) de ma participation à cette formation	77 % satisfait	87 % satisfait	90 % satisfait	90 % satisfait	80 % satisfait
Dans l'ensemble, je suis satisfait(e) de cette formation	72 % satisfait	80 % satisfait	66 % satisfait	76 % satisfait	66 % satisfait

Service-conseil

Cette année, beaucoup d'énergie a été investie dans la formation continue des agents. Il faut dire que plusieurs nouveaux agents se sont joints au groupe durant cette période (près de 30 agents sur 150), ce qui exige des interventions particulières qui ne peuvent être faites à l'occasion d'une formation régulière. L'expérience démontre que les agents nouvellement en poste demandent plus

d'appui que ceux qui sont en action depuis plus d'un an. L'arrivée de la *Politique nationale de la ruralité* a multiplié les demandes pour ce type de formation continue. Plusieurs agents ont profité de la disponibilité d'un conseiller en développement rural pour s'orienter dans la rédaction de leur plan de travail. À ce titre, nous avons cherché à renforcer le réseau des agents ruraux afin qu'ils puissent interagir directement entre eux et ainsi échanger le fruit de leur travail selon leur coin de pays.

Support téléphonique	88 interventions
Support par courriel	169 interventions
Trousse d'animation de la <i>Politique nationale de la ruralité</i>	160 copies
Trousse d'embauche de l'agent de développement rural	6 envois
Formation de mise à niveau, agent rural 101	3 prestations
Mise à jour du bottin des agents de développement rural 2001-2002	225 copies
Internote rurale (bulletin de liaison des agents)	5 envois

Projets spéciaux

La préparation d'un programme de formation fait toujours l'objet de multiples soins. En 2002, les efforts de préparation du programme 2003 ont été marqués par l'organisation d'une mission française en collaboration avec l'Office franco-québécois pour la jeunesse, l'Association des centres locaux de développement du Québec (ACLQ), l'Association des régions du Québec (ARQ) et le ministère des Régions. Cette mission qui s'est tenue du 8 au 14 juin 2002 a permis de tisser des liens avec des partenaires français afin d'organiser une éventuelle formation internationale des agents de développement rural.

Terroirs

Grâce à deux subventions ad hoc, la coalition a mené une nouvelle recherche sur les terroirs québécois qui inclut un inventaire de produits. Cette recherche, intitulée *De nature à culture*, fut publiée en version cédérom et dans un coffret qui contenait aussi une réédition de *Mémoire des terroirs* paru en 1999. Le coffret, comme le cédérom, ont été lancés lors des *Journées de la culture*.



Depuis octobre dernier, Solidarité rurale du Québec a une nouvelle employée. On la surnomme déjà « Madame Terroir » car elle est chargée de projet pour les produits du terroir. Son rôle consiste principalement à faire connaître aux promoteurs, aux agriculteurs et aux artisans, la Mesure de soutien aux produits du terroir. Son mandat implique également l'accompagnement des promoteurs, la formation des intervenants et des leaders des communautés rurales en matière de terroir.

Une première journée de formation a d'ailleurs eu lieu, le 4 décembre dernier, auprès d'une trentaine d'analystes des différents ministères impliqués dans le dossier, c'est-à-dire le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le ministère de la Culture et des Communications ainsi que le ministère des Régions.

L'automne dernier, l'atelier « Les produits du terroir et le cahier des charges en agriculture, un outil de développement » a été inscrit au programme de formations itinérantes consacré aux agents de développement rural.

Enfin, nous avons partagé notre expertise, tant auprès du MAPAQ qu'auprès de deux comités thématiques, des membres de la presse et d'organismes de développement.

Des outils de promotion

Pour compléter le travail de la chargée de projet, Solidarité rurale du Québec a développé des outils de promotion qui expliquent notamment les objectifs de la mesure, les produits et les entrepreneurs ciblés, la manière de faire pour bénéficier de la mesure et les alliés qui peuvent intervenir dans l'élaboration de vos différents projets. Il s'agit d'un dépliant format papier et d'un dépliant virtuel format cédérom. Dès leur parution, un envoi massif a été effectué afin de joindre l'ensemble des Centres locaux de développement, des Conseils régionaux de développement, des Sociétés d'aide au développement des collectivités, etc.

Lors de la *Tournée des MRC* qui s'est déroulée du 16 septembre au 7 novembre, les membres de l'équipe de Solidarité rurale du Québec n'ont pas manqué de rappeler aux participants l'existence de la mesure.

L'émission de radio, *Entends-tu mon village*, a aussi fait de nombreux rappels au sujet de la Mesure de soutien aux produits du terroir.

Mentionnons aussi deux placements publicitaires dans *Villages*, encarté dans le magazine *l'Actualité*.

La Foire des villages

Deux mille deux, c'est l'année de préparation de la deuxième édition de la *Foire des villages*. Encore une fois, l'invitation a été lancée à toutes les municipalités régionales de comté à caractère rural, à participer à ce grand rassemblement de ruraux. D'ailleurs, durant la *Tournée des MRC*, les différents milieux ruraux ont été incités à participer à cet événement national unique.



En décembre 2002, près de 54 MRC sont déjà inscrites à l'édition 2003 de la *Foire des villages*. Parmi celles-ci, on peut compter l'ensemble des MRC du Lac Saint-Jean, toutes celles de la Gaspésie, du Bas Saint-Laurent, du Centre-du-Québec et plusieurs de la Montérégie.

Les différents plateaux d'animation (Place des villages, Marché public des produits du terroir, Magasin général, Place des artisans) se déploieront dans la partie est du Marché Bonsecours. La partie ouest du Marché sera l'espace réservé aux MRC et à cinq chapiteaux hôtes. Un des cinq chapiteaux thématiques sera réservé à l'immigration en milieu rural. Associée au Comité sectoriel d'adaptation de la main-d'œuvre pour personnes immigrantes (CAMO), la *Foire des villages* tentera de convaincre un plus grand nombre d'immigrants de tenter l'aventure de la vie rurale. Mentionnons également que *Place aux jeunes* animera un espace conçu à l'intention des jeunes urbains, alors que le Fonds de la FTQ, en collaboration avec les SOLIDE, expliquera le parcours entrepreneurial en milieu rural.

Enfin, entre les parties est et ouest du Marché, sera aménagée la Place des projets pour mettre en évidence le travail en milieu rural. Des projets en provenance de trois sources (MRC, SGF, Fonds de solidarité FTQ) seront proposés aux visiteurs sous le thème « Décrochez votre emploi ». La SGF et le Fonds de solidarité FTQ soumettront des emplois dans des entreprises où ils sont actionnaires alors que nous offrons l'occasion aux MRC inscrites de profiter de l'espace afin d'offrir des emplois ou encore présenter des rêves tels une auberge à ouvrir, un médecin à séduire, une plomberie à acheter, une entreprise agricole sans relève ou une boulangerie en quête d'un nouveau propriétaire, etc.

Pour l'édition 2003, les heures d'ouverture de la Foire seront plus importantes, soit le vendredi 31 janvier de 16 h à 21 h, le samedi 1^{er} février de 10 h à 21 h et le dimanche 2 février de 10 h à 17 h. Le coût d'entrée est de 5\$ par adulte et c'est gratuit pour les enfants de 0 à 5 ans. Un vestiaire et une garderie payants sont prévus.

Ainsi, pour mieux faire connaître les dernières informations concernant l'organisation de l'événement, nous avons ajouté une section *Foire des villages* sur notre site Internet.

Les Annexes

Les Communiqués

Paris, 31 janvier 2002. Solidarité rurale du Québec se réjouit de l'arrivée de Gendron.

Malgré qu'il soit à Paris pour un important congrès sur la question du territoire organisé notamment par l'OCDE, Jacques Proulx, le président de Solidarité rurale du Québec, a déclaré « se réjouir de l'arrivée au sein de l'équipe du ministre Gilles Baril de François Gendron. Je le connais assez pour savoir que dans notre longue, et parfois ardue, négociation avec l'Etat pour obtenir la politique nationale sur la ruralité, il fut un allié. De plus, la forêt ou plutôt la réforme de sa gestion, pourrait constituer un ancrage solide et prometteur pour une relance de plusieurs villages. Néanmoins le ministre devra se hâter lentement car le gouvernement n'a pas, depuis l'annonce du 6 décembre, répondu aux questions nombreuses des ruraux sur le sens exact et précis de sa fameuse politique rurale. Nous sommes un peu dans le flou malgré que nous soyons toujours optimistes. Le ministre n'a plus grand temps pour réaliser la volonté de l'actuel gouvernement de relancer les villages sur la voie de la prospérité.

D'ailleurs et malgré ce qu'a dit l'ancienne ministre des affaires municipales sur le territoire, ici, place de Paris, la gestion du territoire ne saurait se réduire à la seule élaboration d'un projet urbain. Or, la politique rurale débute par une déclaration qui nous rassurait. Maintenant François Gendron doit mettre le pied à terre. »



Nicolet, jeudi 21 février 2002.

Le samedi 23 février, les membres de Solidarité rurale du Québec réunis lors de la onzième assemblée générale de la coalition accueilleront le tout nouveau ministre des Régions, monsieur Rémy Trudel. « Nous l'avons invité, a expliqué Jacques Proulx, le président fondateur de Solidarité rurale du Québec, pour qu'il nous annonce comment il entend mettre en application la *Politique nationale de la ruralité* rendue publique par son gouvernement le 6 décembre dernier. Je l'avais dit à Gilles Baril, je l'ai répété à François Gendron au cours de ses deux semaines de mandat, il faut que le ministre des Régions se mette le pied à terre et ouvre la marche. Les opérations protocolaires ont assez duré et le monde rural a assez attendu. »

Outre l'accueil du ministre Trudel en avant-midi, les membres discuteront de **nouvelle économie rurale** au cours de l'après-midi. En effet, la coalition qui est également l'instance-conseil du gouvernement en matière de développement rural présentera le fruit de travaux de recherche qu'elle poursuit depuis presque deux ans. « Nous voulons, a résumé Jacques Proulx, confronter la recherche à la réalité de nos membres généralement très engagés dans le développement du Québec rural en leur demandant d'orienter les conclusions de ces travaux. On veut savoir si on est dans le champ ou si on tient là des idées qui puissent stimuler les milieux ruraux, les lancer sur de nouvelles pistes et, l'espérons-nous, donner une nouvelle tangente aux nombreuses et coûteuses interventions économiques de l'État. »

11^e Assemblée générale annuelle

23 février 2002

Auberge La Goéliche

22, chemin du Quai

Sainte-Pétronille, Île d'Orléans

Téléphone : 1-888-511-2248

9 h 30 : allocution de monsieur Rémy Trudel

10 h : Période d'échanges

10 h 30 : rencontre avec les membres de la presse

11 h : ouverture de l'Assemblée générale annuelle

14 h : présentation et discussion sur la nouvelle économie rurale

Ottawa, 9 mai 2002. Innovation: Voir le monde autrement.

À l'invitation de Allan Rock, ministre de l'Industrie, Jacques Proulx, président de Solidarité rurale du Québec a discuté de la Stratégie d'innovation du Canada lors d'un déjeuner tenu au Château Laurier.

S'exprimant surtout au nom des ruraux du Québec, monsieur Proulx, a rappelé que « la principale difficulté pour les autorités lorsqu'elles se préoccupent des milieux ruraux est la panne d'idées, l'absence de projet. Or, il existe une seule façon d'endiguer la chose : renouveler le regard, voir les choses autrement, les imaginer différentes, voilà le passage obligé pour toute personne intéressée par le développement d'un village, d'une communauté. Renouveler le regard, voir le monde autrement afin notamment de briser le paradigme de la spécialisation aussi cher à l'État qu'au grand capital. Car, je vous le rappelle, la spécialisation de l'économie, comme des lieux de vie dont Murdochville, Windsor, les Prairies, est une idée intrinsèque à la macroéconomie, elle-même une science issue du 19e siècle, du grand siècle de l'industrialisation.

Comme l'écrit madame Jacobs, une éminente spécialiste canadienne et reconnue partout dans le monde : " la macroéconomie – ou économie à grande échelle – est la branche du savoir chargée d'expliquer et de développer, en théorie et en pratique, l'économie tant nationale qu'internationale. La voici en plein chaos. Ces spécialistes ont eu la chance d'être crus et obéis massivement et c'est ce qui a causé leur perte. (...) Jamais aucune science, ou prétendue science, n'a bénéficié de tant de largesses. Jamais non plus une expérience n'a laissé dans son sillage tant de ruines, de surprises désagréables, d'espoirs anéantis et de confusions, à tel point que l'on peut sérieusement se demander si les dégâts sont réparables; s'ils le sont, ce n'est sûrement pas avec les mêmes recettes." Parlant des mêmes recettes, a poursuivi Jacques Proulx, Einstein a écrit 'la folie c'est s'attendre à des résultats différents en adoptant la même approche.'

Pour les ruraux de tout le Canada, j'espère que l'innovation pour les membres du cabinet fédéral ça veut dire voir les choses autrement. Innover pour le monde rural c'est obligatoirement se demander comment l'État, les banques, les agences gouvernementales, les provinces et les communautés pourraient agir différemment? Une fois que nous aurons renouvelé le regard tout est possible. Je prendrai deux autres exemples, il y a 10 ans, les producteurs artisans de fromages fins étaient une poignée d'illuminés aux yeux de plusieurs producteurs laitiers dont moi-même. Aujourd'hui, ils ont la cote et les marchés! Et le 2 mai, Fernand Rocheleau qui participait à notre symposium international sur l'économie des terroirs a connu une grande joie, car enfin était présentée au public une collection automne-hiver créée d'étoffe de chinchillas. Rocheleau c'est celui qui a vu des tissus où d'autres voyaient une fourrure. Innover ce sera aider les Rocheleau, les Arseneau et les Garceau du Canada. »



Nicolet, 12 septembre 2002. Maîtres d'œuvre de nos villages

« Dans la foulée des Journées nationales de la ruralité tenues à Québec les 14 et 15 mars dernier, écrivait Jacques Proulx, président de Solidarité rurale du Québec aux élus municipaux, les grands partenaires du gouvernement pour la mise en place de la Politique nationale de la ruralité (Solidarité rurale du Québec, FQM, ACLDQ, ARQ) ont proposé au ministre des Régions, monsieur Rémy Trudel, d'aller à la rencontre de l'ensemble du monde municipal afin d'échanger avec les élus.

Les membres de la presse sont donc invités à assister à l'une ou l'autre des rencontres des élus municipaux.

Lundi 16 septembre :	Saint-Georges-de-Beauce, 17 h	Auberge Motel Benedict Arnold
Mardi 17 septembre :	Saint-Pâcome, 17 h	Club de golf de Saint-Pâcome
Mercredi 18 septembre :	Rimouski, 17 h	Hôtel Gouverneur Rimouski
Jeudi 19 septembre :	Bonaventure, 17 h	Riôtel Château Blanc
Vendredi 20 septembre :	Sainte-Anne-des-Monts, 17 h	Riôtel Monaco des Monts
Lundi 23 septembre :	Cap-aux-Meules, 17 h	Restaurant La Patio

Québec, 28 septembre 2002. De nature à culture : les produits du terroir.

À l'occasion des Journées de la culture, à Québec, au Marché du Vieux-Port, Jacques Proulx, le président de Solidarité rurale du Québec, a donné une causerie sur les produits du terroir québécois. « En fait, a-t-il déclaré, cette causerie cherche à placer dans le paysage culturel et rural les produits du terroir. »

D'ailleurs, monsieur Proulx a conclu son discours en disant : « Ils (les produits du terroir) sont l'envers de la banalité, de l'anodin, de l'ordinaire. Ils sont hautement identitaires car ils sont le fait de quelqu'un en plus d'être le fait d'une communauté. Généralement, on apprend à les faire grâce au compagnonnage, une pédagogie hautement humaine. Ils sont rentables pour les artisans en plus de l'être pour les communautés rurales car ils exploitent des ressources locales. Ils sont également le reflet de la rigueur de ceux et celles qui les font car eux aussi, autrement, à leur manière, sont en quête d'excellence et s'y contraignent en encadrant leur pratique. En Europe cela se nomme des cahiers de charge. En somme, les produits du terroir sont une union savante entre nature et culture essentielle à la vie contemporaine car elle témoigne de la façon dont les hommes et les femmes ont vécu. Ils sont un bien culturel patrimonial à conserver et à développer.»

Également, cette causerie a été l'occasion pour monsieur Proulx de répéter que Solidarité rurale du Québec invite le gouvernement à l'action depuis des années. « De chantier en comité, le gouvernement doit agir pour satisfaire les justes exigences du grand public. Il faut un système de labels expliqué aux consommateurs et certifié par des distinctions sur l'emballage. Et il est faux de prétendre que le consommateur est incapable de lire une étiquette et d'y trouver l'informations qu'il cherche lorsqu'elle s'y retrouve. Regardez les amateurs de vin dans les succursales de la SAQ le samedi matin et on reparlera des étiquettes!»

Pour faire suite à cette causerie, en compagnie de la ministre Agnès Maltais et du sous-ministre Robert Sauvé, monsieur Proulx a procédé au lancement du coffret Terroirs qui contient deux publications. Un premier ouvrage réédité, Mémoire des terroirs et un exemplaire De nature à culture : les produits du terroir. Ce coffret est disponible auprès de Solidarité rurale du Québec et a été rendu possible grâce à l'aide financière du ministère des Régions et du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.



Nicolet, 8 novembre 2002. Les villages au Rendez-vous national des régions.

"Pour me préparer à participer au Rendez-vous national des régions, a expliqué Jacques Proulx, président de Solidarité rurale du Québec, j'ai demandé à notre secrétariat de me faire l'histoire du développement régional. Surprise! Un siècle à refaire tout le temps la même chose dans l'espoir de faire mieux."

"Voilà pourquoi, a poursuivi Jacques Proulx, nous allons tenter de convaincre l'ensemble des délégués au Rendez-vous de faire autrement notamment en préservant et en renforçant le caractère rural de chacune des régions du Québec. D'ailleurs, cette façon de faire est depuis longtemps éprouvée en Europe et donne des résultats probants comme en témoignent les exemples de développement de la Bavière ou de l'Italie du Nord."

"En somme, comme nous le disons depuis plus d'une décennie, tant vaut le village, tant vaut le pays."

